



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1944 VENDREDI 21 FÉVRIER 2014

BRAZZAVILLE

L'eau manque, la SNDE s'explique

Alors que les plaintes de la population fusent, notamment dans des quartiers tels que Makabandilou, Massengo, Nkombo, Binkaroua, Mikalou et Moukondo, la Société nationale de distribution d'eau (SNDE) est sortie de son mutisme, essayant d'expliquer les difficultés techniques qui privent de nombreux Brazzavillois d'eau depuis plusieurs jours.

«Le samedi 15 février, à 8 h17mn, un grand sinistre a été enregistré à cette usine (Potabloc de Djiri, Ndlr) suite à un arrêt brusque des électropompes, engendrant ainsi un phénomène appelé Coup de bélier dont l'onde de choc qui s'est propagée à travers la conduite de refoulement en fonte de diamètre 500mm a oc-



Des dégâts causés par la pluie

casionné de sérieux dégâts», explique-t-on. La situation devrait être normalisée dans les jours qui suivent, selon les responsables de la société.

Page 3

Économie

La société japonaise, Murabeni Corporation, entrevoit d'investir dans la production du méthanol et d'engrais chimiques au Congo.

Page 2

Art & Culture

L'IFC accueille le 2^e Festival du film Afro-américain

Page 14

ÉDITORIAL

Grenier

Page 2

Congo-Chine Cinquante ans d'une coopération exemplaire



Le Congo et la Chine s'apprentent à donner un éclat particulier à la journée du 22 février qui marque les 50 ans de leurs relations diplomatiques. Au bout d'un demi-siècle, Brazzaville et Beijing ont renforcé leur coo-

opération dans plusieurs domaines et projettent de poursuivre leurs échanges afin d'accorder encore plus de chances de succès à celle-ci. En mars 2013, le président chinois, Xi Jinping, effectuait sa première visite au

Congo, son homologue Denis Sassou N'Gusso est attendu à son tour en Chine, dans le cadre de ces célébrations, notamment indiqué l'ambassadeur Guan Jian, dans l'interview qu'il a accordée aux Dépêches de Brazza-

ville. Les cinquante ans Chine-Congo, ce sont des chiffres, des réalisations, des perspectives, des appréhensions, des défis, mais aussi des rappels historiques.

Lire notre dossier en pages 9, 11, 12 et 13

Pompes funèbres

La grève levée à la morgue de Brazzaville



Les services municipaux ont rouvert leurs portes hier après un compromis obtenu suite à une rencontre tripartite entre les ministères en charge de la Décentralisation et des Finances, et les représentants syndicaux de la mairie de Brazzaville. Après la paralysie observée mercredi, les agents municipaux ont commencé à percevoir, depuis jeudi matin, leur salaire revalorisé à 225 points comme ils le réclamaient.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

La Banque mondiale préconise la révolution des services de santé au Congo

La Banque mondiale (BM) a conclu, avec le gouvernement congolais, de nouveaux accords financiers dont celui visant à révolutionner de fond en comble le fonctionnement des services de santé, avec une ouverture sur le secteur privé ainsi qu'une grande disponibilité de médicaments de qualité à des prix abordables. Pour la BM, la mise en œuvre de ce système de santé, estimée à près de 60 milliards FCFA, constitue son plus grand projet dans les prochaines années. «Il sera basé sur l'approche "financement par les résultats" et inspiré de l'expérience de pays comme le Rwanda, le Burundi, le Kenya», a précisé le directeur des opérations de la Banque pour la République du Congo, Eustache Ouayoro, qui a paraphé l'accord avec le ministre des Finances, Gilbert Ondongo.

Page 3

ÉDITORIAL

Grenier

Projetons-nous un instant dans l'avenir et imaginons ce qui se passera lorsque les barrières de toute nature qui freinent aujourd'hui les échanges entre les peuples du Bassin du Congo auront disparu, balayées par la constitution d'une communauté régionale ouverte et structurée. Alors, en effet, se produira une véritable révolution économique dont notre nation tirera d'immenses avantages si, du moins, elle a su mettre en valeur ses propres ressources naturelles.

Bien au-delà du pétrole, du gaz et des minerais que recèle en abondance son sous-sol, la véritable richesse du Congo est de nature agricole. Favorisée par un climat idéal qui permet dans tous les domaines des récoltes aussi abondantes que variées, la culture du sol, des forêts, des étangs voit s'ouvrir devant elle un avenir doré. Si du moins nous sommes capables de compenser le faible nombre de nos agriculteurs, de nos forestiers, de nos pêcheurs par l'emploi des techniques de production et de transformation qui ont démontré ailleurs leur efficacité.

Le problème que nous devons résoudre aujourd'hui est celui de la conciliation d'une population rurale réduite avec un espace immense dont une grande partie serait exploitable si les moyens matériels nécessaires étaient mis à la disposition des populations dans les villes et les villages de l'hinterland. Dans le moment présent, en effet, et même si des progrès notables ont été accomplis durant la dernière décennie, le manque de tracteurs, de charrues, d'engins de transport, de centres de stockage, de filières commerciales freine, sinon même interdit, le développement d'une agriculture moderne qui pourrait faire de notre pays le grenier du Bassin du Congo.

Cela est d'autant plus regrettable que le Congo occupe une position idéale au cœur de l'Afrique centrale et qu'à proximité immédiate de ses frontières vivent des populations urbaines dont les besoins croissent à un rythme ultrarapide. La ville de Kinshasa, pour ne citer qu'elle, constitue à notre porte un marché qui compte plus de dix millions de consommateurs.

Plus que jamais les autorités congolaises devraient inscrire l'agriculture en tête de leurs priorités. Est-ce vraiment le cas?

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le Rassemblement Citoyen entretient sa base

Les descentes dans différents arrondissements de Brazzaville entreprises par le parti politique de Claude Alphonse N'Silou, visent un échange avec les militants dans le but de raffermir les liens et préparer les échéances électorales prochaines.

Conduites depuis deux semaines par des membres du bureau fédéral élargi à certains cadres du parti, ces descentes se sont achevées mercredi 19 février à Ouenzé où les militants des quartiers 51 jusqu'à 58 de l'arrondissement 5, vêtus aux couleurs du parti, ont honoré ce rendez-vous.

Conduite par Tanguy Fouemina, député de la 2e circonscription de Baongo, la délégation du parti a été reçue en liesse. Elle était composée, entre autres, de François Loussakou, député de la 1ère circonscription de Makélékélé, de François Mpassi, ancien député, et des membres du bureau fédéral. Au centre de cet échange animé, il a été question de l'introspection du message du président du parti, le ministre Claude Alphonse N'Silou, délivré par le député Tanguy Fouemina. «Le sens du message du président, c'est



Descente d'une délégation du Rassemblement Citoyen

de dire aux compagnons que le parti doit vivre et se tenir prêt pour les échéances à venir», a-t-il souligné. «Nous sommes une formation politique, et il est normal que nous rencontrions les structures à la base pour échanger et se tenir prêts à participer à la vie politique de la nation», a précisé le député.

Les plus proches échéances, en effet, sont les élections locales qui pointent à l'horizon. Au cours des échanges, les militants de Ouenzé ont réitéré leur engagement à «se serrer les coudes» et «affûter les

armes». Les «compagnons», comme on les appelle au Rassemblement Citoyen, parti de la majorité présidentielle, ont aussi profité de l'occasion pour évoquer quelques problèmes concernant la bonne marche de leur parti. «Le parti doit vivre», a martelé Tanguy Fouemina qui achevait ainsi cette série de descente par l'arrondissement 5, après avoir rencontré les militants de Madibou, Makélékélé, Baongo, Mfilou, Mougali, Poto-Poto, Talangaï et Djiri.

Quentin Loubou

SECTEUR PRIVÉ

Le Japon compte produire de l'alcool au Congo

La société japonaise Murabeni Corporation envisage d'investir au Congo, dans la production du méthanol, le plus simple des alcools. Il est souvent utilisé comme solvant combustible et comme matière première pour de nombreuses synthèses.

Le chef de la délégation japonaise, Shin Unzai, a exprimé cette intention à l'issue d'une audience qu'il a eue le 20 février à Brazzaville, avec le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Isidore Mvoubwa. Outre le méthanol, Murabeni Corporation investira dans la production des engrais chimiques.

Après cette rencontre, les hommes d'affaires japonais séjourneront également à Pointe-Noire où sont prévus des échanges avec leurs homologues congolais. Le but est d'avoir une vision dans la mise en œuvre de leurs différents projets. «Nous sommes venus d'abord pour un travail de prospection. Nous pourrions débiter avec des activités dans cinq ans», a indiqué le chef de la délégation, Shin Unzai.

Rappelons que cette société faisait partie de la délégation des investisseurs qui avait séjourné au Congo du 25 au 26 novembre 2013, dans le cadre d'une mission d'affaires effec-

tuée par le vice-ministre parlementaire du Japon chargé des affaires étrangères, Hiroto Ishihara.

Murabeni Corporation entreprend au niveau mondial des activités diverses dans plusieurs domaines tels que l'agroalimentaire, la chimie, l'énergie, les ressources minérales et métalliques. Les technologies de l'information et de la communication ainsi que l'exploitation des produits forestiers font également partie de ses spécialités.

En Afrique subsaharienne, la société est présente au Nigéria, au Ghana, en Angola et en Guinée Équatoriale.

Lopelle Mboussa Gassia

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

Rominique Nerplat Makaya (stagiaire)

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service),

Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service),

Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat :

Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole

Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas

Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces

: Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet,

Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngoni

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi,

Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel

Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphany Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble

Les Manguiers (Mplla), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mplla), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05

532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

BANQUE MONDIALE

60 milliards pour la santé au Congo

La Banque mondiale (BM) a conclu, avec le gouvernement congolais, de nouveaux accords financiers. L'un d'eux vise à révolutionner le fonctionnement des services de santé en intéressant le secteur privé. Résultat attendu : une grande disponibilité de médicaments de qualité à des prix abordables.

La mise en œuvre de cet accord nécessitera un financement de près de 60 milliards FCFA. «C'est le plus grand projet dans le domaine de la santé que nous allons mettre en œuvre dans les prochaines années. Il sera basé sur l'approche "financement par les résultats"», a déclaré le fonctionnaire de la BM, qui a ajouté: «Ils sont inspirés de l'expérience de pays comme le Rwanda, le Burundi, le Kenya.» Selon lui, le nouveau système devrait révolutionner de fonds en comble le fonctionnement des services de santé au Congo, avec une ouverture sur le secteur privé ainsi qu'une grande disponibilité de médicaments de qualité à des prix abordables.

Un dernier accord a été conclu lors

de cette rencontre. Il porte sur le financement additionnel du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (PDARP). Ce financement supplémentaire devrait permettre de consolider les acquis du financement original afin d'augmenter le nombre total de bénéficiaires. Cette nouvelle phase sera aussi l'occasion pour les deux parties de réfléchir aux perspectives de développement de l'agriculture, afin d'accroître la contribution du secteur à l'économie nationale et à la réduction de la pauvreté en milieu rural.

«Lisungi», un autre projet annoncé par la BM

Le projet consiste à fournir une aide de base de 10 000 FCFA par mois et une allocation de 5 000 FCFA supplémentaire par enfant. Il prévoit également d'octroyer 10 000 FCFA aux personnes âgées démunies.

Cette opération concerne cinq mille ménages pauvres, des femmes enceintes et des enfants de moins de 14 ans. Environ mille personnes âgées vivant dans les quartiers de Makélékélé, Bacongo, Mougali et



Le représentant de la Banque mondiale et le ministre des Finances signant les accords (© DR)

Talangaï dans le département de Brazzaville sont ciblées, ainsi que celles vivant à Mvou-Mvou (dans le département de Pointe-Noire), Makoua et Oyo (dans la Cuvette).

Le directeur des opérations de la Banque mondiale (BM) pour la République du Congo, Eustache Ouayoro, a donné cette information

le 19 février à Brazzaville, à l'occasion de la signature des accords de financements avec le Congo, représenté par le ministre des Finances, Gilbert Ondongo.

«Le projet Lisungi est le plus novateur de l'ensemble des opérations de notre portefeuille, car c'est la première fois que nous préparons une

opération de cette nature. Il s'agit d'une opération de type filet de sécurité qui est nécessaire pour adresser les questions d'extrême pauvreté que les approches traditionnelles n'arrivent pas à endiguer», a déclaré Eustache Ouayoro.

Lopelle Mboussa Gassia

PÉNURIE D'EAU À BRAZZAVILLE

Les populations se plaignent, la SNDE s'explique

Cela fait près d'une semaine que l'eau ne coule plus du robinet dans les quartiers comme Mikalou II, Nkombo Matari, Massengo et Soprogi, Makabandilou. La population est contrainte de recourir aux forages des particuliers.

Chaque jour au milieu de la nuit, le quartier est mouvementé. On assiste à la bousculade et au bruit des brouettes et chariots remplis de bidons. La population est contrainte de se diriger vers des points d'eau pour s'approvisionner.

Le bidon de 25 litres est vendu à 50 voire 150 FCFA, selon les quartiers. La vente se passe sur les avenues et les ruelles ou devant les domiciles des particuliers. Cette situation empêche parfois la libre circulation des véhicules et des personnes.

«Le manque d'eau à Nkombo me dérange parce que l'eau est un liquide précieux dont on ne peut se passer dans nos occupations quotidiennes. Depuis 3 heures du matin, je suis ici au forage pour attendre de l'eau. Il est 11 heures mes bidons sont toujours vides. Ceci ne m'arrange pas, me rend très malheureuse et m'empêche de sortir de la maison pour accomplir certaines tâches», a déploré une habitante.

Un autre habitant s'indigne: «je n'arrive pas à comprendre que Brazzaville qui est bordée par un fleuve et traversée par des rivières comme le Djoué et la Djiri, soit incapable de fournir de l'eau en abondance à sa population. Notre

fameuse Société nationale fonde actuellement sa raison sur les multiples travaux qui se font dans la ville. Mais elle est la première à nous livrer les quittances tous les deux mois même quand l'eau ne sort pas du robinet. Ne pouvait-elle pas mettre en place une stratégie pour satisfaire ses abonnés en cas de dysfonctionnement?»

Et Nadine de conclure: «Cette affaire d'eau m'embête énormément car il m'est arrivé de me laver avec de l'eau minérale parce que je devais me rendre à l'école. S'approvisionner au forage nous contraint au respect d'ordre d'arrivée, à nous soumettre à l'heure d'ouverture et de fermeture ainsi qu'aux caprices du vendeur».

La SNDE s'explique

La direction de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE) explique les faits en s'appuyant sur le sinistre enregistré à l'usine de Djiri suite à un arrêt brusque des électropompes. L'unité compacte de potabilisation de l'eau de Djiri (Potabloc Djiri) a connu un incident, ayant pour conséquence des pénuries d'eau dans les quartiers de Makabandilou, Soprogi, Massengo, Kombo, Bikaroua jusqu'au pont de Mikalou.

Entre temps, des contacts sont engagés pour étudier la possibilité

de réalimenter lesdits quartiers touchés. Opération plausible à partir de la branche nord du complexe de Djiri actuellement en phase de rinçage des canalisations primaires et tests d'étanchéité des réservoirs.

À ce sujet, une opération de désinfection de cette partie des ou-

male. Ceci, sans préciser la date. Une fiche technique de la société nationale de distribution d'eau (SNDE) indique un arrêt brusque des électropompes depuis le 15 février matin. Cette situation a provoqué un phénomène appelé «coup de bélier», dont l'onde de choc qui s'est propagé à travers la

deur ; une cassure brusque du coude bridé-bridé du collecteur des trois électropompes d'eau traitée.

La fiche relève aussi la noyade et l'ensablement de la chambre de pompage d'eau traitée avec l'ensemble des électropompes de refolement. Le transformateur, le disjoncteur et les armoires de commande ont aussi pris une lame d'eau et du sable.

Face à cette situation, la SNDE a déjà engagé quelques actions d'urgence. Deux tentatives de travaux de soudure du coude par une société spécialisée se sont avérées non concluantes. Concernant le nettoyage des électropompes affectées, il est indiqué des mesures d'isolement effectuées avant étuvage. Aussi, les pièces endommagées n'étant pas disponibles au Congo et dans la sous-région, des démarches ont été entreprises auprès des fournisseurs. Les délais d'acheminement sont estimés à dix jours.

Outre les quartiers cités par la SNDE, d'autres quartiers de la ville à l'instar de Moukondo, la Base, Plateau de 15 ans, connaissent ce problème d'approvisionnement d'eau avec acuité. Certains le vivent depuis des mois. Les raisons sont diverses, même au sein de la SNDE des non-dits subsistent.

Nancy France Loutoumba et Lydie Gisèle Oko



Les installations à l'usine

vrages de Djiri 2 est prévue du 21 au 22 février car la SNDE possède du chlore pour ce nettoyage. Cette démarche permettra de connecter les réservoirs métalliques de la SOPROGI (1500 mètres cube) qui reçoivent habituellement l'eau du potabloc Djiri. Toujours selon la direction générale, si les tests sont concluants, il y a possibilité d'un retour à la nor-

conduite de refolement en fonte de diamètre 500 mm.

Une panne aux dégâts considérables

En moins de 10 minutes, avant l'intervention du personnel exploitant qui a arrêté l'ensemble des installations, plusieurs dégâts ont été enregistrés : un cratère important de plus de 3 mètres de diamètre et 2 mètres de profon-



Fonds des Nations Unies pour la Population Représentation en République du Congo

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Vacance de poste : N° FPA/COG/ 5598
Date limite de dépôt des dossiers : 07 Mars 2014 à 16h00
Titre du poste : Chargé de Programme Suivi/Evaluation
Type de contrat/Grade/Durée : FT/ICS 9-NOB /un (1) an renouvelable dont trois mois probatoires
Lieu d'affectation : Brazzaville avec possibilité de déplacement à l'intérieur du pays

Dans le cadre de la mise en œuvre de son 5e Programme de Coopération au Congo (2014 – 2018), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) cherche un Chargé de Suivi et Evaluation pour son Bureau de Brazzaville. Le poste est à pourvoir immédiatement, pour une durée initiale d'un (1) an, dont trois (3) mois probatoire.

L'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la Population, est un organe de développement international qui œuvre en faveur du droit à la santé et de l'égalité des chances pour chaque femme, homme et enfant. L'UNFPA offre son appui aux pays pour utiliser les données de populations dans la formulation des politiques et des programmes visant à réduire la pauvreté et pour faire en sorte que toutes les grossesses soient désirées, que tous les accouchements soient sans danger, que tous les jeunes soient protégés du VIH et du SIDA et que toutes les filles et toutes les femmes soient traitées avec dignité et respect.

Description des tâches

Sous l'autorité du Représentant Résident, et par délégation, sous la supervision de l'Assistant Représentant, le/la Chargé(e) de Programme en Suivi/Evaluation, contribue de façon substantielle au suivi et à l'évaluation des activités techniques, institutionnelles et organisationnelles du programme-pays UNFPA. Il/elle contribue à la gestion des activités dans les domaines de Population et Développement, Santé de la Reproduction, des jeunes, Genre et Droits. Il/elle analyse et évalue les politiques, les tendances socio-économiques, et contribue à la formulation, l'évaluation des programmes conjoints et des cadres stratégiques et programmes de développement ; il/elle est chargé (e) d'appuyer le renforcement des activités de l'UNFPA dans le pays en veillant à l'intégration des interventions appuyées l'UNFPA, dans les stratégies de réduction de la pauvreté, les politiques et programmes de santé, de population et de développement, genre et droits humains. Il/elle joue le rôle de facilitateur dans le partage de connaissance et d'expériences et dans le domaine du suivi et évaluation des programmes et projets, à l'intérieur du bureau d'une part, et entre UNFPA et ses partenaires, d'autre part.

Le/la Chargé(e) de suivi et évaluation facilite le travail des consultants et Experts, ainsi que des Conseillers Régionaux et Conseillers Techniques principaux, il/elle collabore avec les partenaires du gouvernement, les agences multi et bilatérales, les agences du système des Nations Unies, la société civile, et les autres partenaires au développement, pour l'atteinte des objectifs de l'UNFPA ; en tant que membre à part entière de l'Equipe Programme de l'UNFPA, le/la Chargé(e) de Programme aura à accomplir les tâches suivantes :

1) Participer à la conception, à l'élaboration de la méthodologie et la planification des analyses de situation, du suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation du programme-pays, ainsi que de toutes les recherches pertinentes y afférentes ; faire la promotion de nouvelles méthodologies et de nouveaux outils de collecte de données, de suivi/évaluation des interventions, projets et programmes ;

2) Concevoir une méthodologie et des outils de collecte des données nécessaires à l'actualisation et au suivi de la mise en œuvre du plan de gestion du bureau (Office Management Plan) et à l'élaboration du rapport annuel du Bureau (COAR) ; contribuer à l'alimentation des bases de données de l'ensemble du programme d'assistance de l'UNFPA au Congo, et des autres unités de l'UNFPA ;

3) Concevoir et gérer une base de données intégrée de suivi/évaluation du programme ; produire, mettre à jour les tableaux de bord et rédiger les documents de synthèse pertinents qui mettent en exergue les indicateurs clés du programme en tenant compte des documents nationaux, internationaux, régionaux de référence (OMO, P NCIPD, NEP AD, DSRP) pour les rendre disponibles et accessibles aux parties prenantes du programme partenaires, structures de mises en œuvres et bénéficiaires ;

4) Contribuer à la préparation, à l'organisation, et participer aux réunions statutaires du Programme (trimestrielles, annuelles) ; coordonner le suivi de la mise en œuvre des recommandations émanant de toutes les réunions statutaires, les rapports d'activités, les missions, les évaluations, les recherches et les audits ; apprécier de façon systématique et objective l'atteinte des résultats ; participer aux visites de terrain et aux missions d'évaluation et préparer les contributions régulières aux rapports sur l'état d'avancement des interventions et des projets ; analyser les facteurs affectant l'atteinte des résultats, recommander des actions de correction et faire le suivi de ces recommandations

5) Faciliter le suivi par les autres chargés de programme des plans d'activités placés sous leur responsabilité ; rendre disponible des données cartographiées sur la réalisation du programme dans les zones d'intervention ; rendre disponibles des informations actualisées sur les consultants nationaux, les intervenants dans le domaine de populations et de développement, santé de la reproduction, genre, culture et droit ;

6) favoriser l'amélioration et l'harmonisation du contenu des outils de suivi/évaluation ; élaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités des équipes techniques du programme de l'UNFPA en suivi et évaluation ; promouvoir l'utilisation des outils et les approches de S&E auprès des agents de mise en œuvre (structures gouvernementales, ONGs, etc) partenaires du programme ;

7) Participer pour le compte du Bureau, aux réunions techniques préparatoires des grandes enquêtes (EDSC, ESP, etc.), aux recensements démographiques, et aux réunions de planification du programme statistique nécessaires pour la gestion du programme pays et la réactualisation de la base de données pour le développement dans le contexte de la réduction de la pauvreté

8) Participer activement au sein du Groupe Programme des Nations à la mise en œuvre des mécanismes de suivi et évaluation de l'UNDAF ; appuyer le programme de suivi et évaluation de l'UNDAF et des plans de travail conjoint de l'UNCT ; animer le groupe suivi et évaluation du système des Nations Unies

9) Accomplir toutes autres tâches que le superviseur jugera utile de lui confier.

Qualifications requises

- Etre titulaire au moins d'un diplôme (Bac + 5) en Statistiques, Sciences Sociales, Santé Publique, Médecine, ou tout autre domaine similaire ;
- Avoir une expérience professionnelle de 5 ans au moins dans le domaine du suivi/évaluation ;
- Avoir une bonne connaissance du contexte socio-culturel national ;
- Avoir le sens du travail en équipe et la capacité à travailler sous pression dans un environnement multiculturel ;
- La maîtrise des logiciels d'enquête épidémiologiques/statistiques (SPSS, EpilInfo) ou système d'informations géographique (MapInfo, ArcGIS, etc.) est un plus ;
- Disposer d'une compétence parfaite des applications courantes de logiciels de bureau (Word, Excel, Power point...) ;
- Avoir une maîtrise du Français (oral et écrit) et une bonne capacité de travail en Anglais (niveau intermédiaire).

Autres conditions

Nous recherchons les candidats qui ont :

- La capacité de conduire le plaidoyer et promouvoir une approche programme, axée sur les grandes orientations de politiques de développement, et de réduction de la pauvreté ;
- L'esprit d'initiative, le sens de l'innovation et du marketing des nouvelles approches et de nouvelles idées ;
- De bonnes aptitudes en relations publiques ;
- Une intégrité, un engagement et une aptitude à travailler en harmonie avec des personnes d'origines et de cultures diverses ;
- Les compétences pour la gestion des relations humaines, la communication et le développement des individus ;
- Une capacité de réflexion analytique et stratégique, et une capacité de gestion axée sur les résultats ;
- Un esprit structuré et une bonne capacité d'expression orale et écrite
- Une disposition à travailler sous pression.

Dossier de candidature

- Composition

- o Demande non manuscrite spécifiant trois (3) personnes de références ;
- o Curriculum vitae daté de moins d'un (1) mois et/ou formulaire P11 dûment rempli (envoi sur simple demande par email ou retrait au Siège UNFPA Congo) ;
- o Copies de diplômes, certificats, attestation des services rendus, etc. (Ne pas joindre les originaux) ;
- Lieu de dépôt : Bureau de l'UNFPA, rue Crampel (en face de la BDEAC). Vos dossiers seront adressés à UNFPA, sous pli fermé, à l'attention de :
Madame la Représentante de l'UNFPA Congo
Candidature n°FPA/COG/5598 «Chargé de Programme en Suivi et Evaluation»
Rue Crampel (en face de la BDEAC) – BP 19012
Brazzaville – République du Congo, Téléphone : (+242) 05 521 67 00
(N.B : Nos Bureaux sont ouvert du lundi à vendredi de 08h à 16 h)
Fait à Brazzaville, le 06 Février 2014

Barabara LAURENCEAU
Représentante e Résidente de l'UNFPA au Congo

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ *«Les Congolais ont tous un côté contestataire et insatisfait qui fait partie de leur nature, presque de leur charme.»*

Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo, Jeune Afrique n°2407 du 25 février au 3 mars 2007

□ *«Je sens que les lobbies d'influences sont beaucoup plus instrumentalisés par les dirigeants africains. C'est maintenant eux les vrais patrons»*

Antoine Glaser, ancien directeur de La Lettre du continent, le 20 février 2014 sur RFI

□ *«Il est urgent de connecter les zones de production aux grands centres de consommation, dans une logique d'intégration régionale»*

Eklou Attiogbevi-Somado, Ingénieur agronome à la Banque africaine de développement (BAD), le 27 septembre 2013 dans Jeune Afrique.

□ *«Le football d'aujourd'hui est moins spectaculaire, plus défensif. Il y a moins de tacles. Les joueurs se protègent davantage. Les enjeux sont plus importants.»*

Pelé, ancien footballeur brésilien, Le Point, le 17 février 2014

□ *«En Afrique subsaharienne, le besoin et la demande sont forts tant au niveau de la bancarisation des populations qu'au niveau du soutien à apporter aux entrepreneurs africains et plus généralement au tissu économique.»*

Yérin Sow, fondateur et président du Groupe TEYLUM, Afrique Magazine, le 15 janvier 2014

SANTÉ MATERNELLE ET NÉONATALE

Un rapport mondial attendu sur la pratique de sage-femme

Un atelier national s'est ouvert le jeudi 20 février à Brazzaville en vue de recueillir les informations qualitatives en complément dudit rapport. Les données du Congo devraient y figurer afin qu'elles soient analysées et puissent éclairer et aider les acteurs du secteur à prendre les décisions cruciales concernant les prestations de services de santé.

Organisé par le ministère de la Santé et de la Population avec l'appui de l'OMS et de l'UNFPA, cet atelier, qui doit durer deux jours, permettra également aux participants d'examiner les données collectées et de lancer un débat politique sur cette question. *«En 2014, le Congo doit figurer sur la liste des pays qui adhèrent à l'initiative "Compte à rebours pour 2015". Pour cela, nous devons participer à la recherche novatrice afin de fournir une analyse détaillée des défis actuels et futurs quant à la fourniture effective des services de santé maternelle et néonatale»,* a déclaré le directeur général de l'administration et des ressources au ministère de la Santé, Florent Balandamio, dans son discours d'ouverture, ajoutant que la mortalité maternelle au Congo est l'une des plus élevées de la sous-ré-

gion. Le ratio de la mortalité maternelle est estimé à 426 décès pour 100.000 naissances, alors que plus de 90% des femmes enceintes bénéficient de consultations prénatales et d'accouchements en présence d'un personnel de santé formé. *«Ce contraste fait planer le doute sur la qualité et la compétence du personnel de santé en général, et des sages-femmes en particulier. En effet, les sages-femmes constituent l'une des catégories du personnel de santé qui jouent un rôle important dans la lutte contre la mortalité maternelle et néonatale. La mise en œuvre des recommandations sur la pratique clinique des soins obstétricaux et néonataux d'urgence ne peut se faire qu'avec un personnel compétent en nombre suffisant»,* a souligné le directeur de l'administration et des ressources. C'est donc conscient de tous ces enjeux qu'en juin 2011, le rapport sur l'état de la pratique de sage-femme dans le monde 2011 : naissances réussies, vies sauvées «State of the World Midwifery» (SoWMy 2011) a été publié en réponse à un «Appel mondial à l'action».

Cette initiative a été dirigée par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), et a impliqué

plus de 30 organisations internationales. Ce rapport fournit une analyse détaillée sur les services, la formation, la régulation, le développement et les conditions de service des sages-femmes dans 58 pays. Il s'agit d'un plaidoyer et d'un outil précieux sur ces données.

«Chaque minute dans le monde, une femme meurt en accouchant ou des suites d'un accouchement. Les données une fois recueillies seront utilisées pour répondre à la question suivante : quels sont le type et les compétences des professionnels de santé nécessaires pour garantir la couverture universelle et l'efficacité des services de santé maternelle et néonatale?», a déclaré en substance Barbara Laurenceau, représentante de l'UNFPA en République du Congo.

Signalons que le rapport qui résultera des discussions de cet atelier, devra être utilisé comme une opportunité pour échanger avec les sages-femmes elles-mêmes sur les meilleures stratégies à mettre en œuvre pour améliorer leurs conditions de travail, et renforcer leurs rôles et responsabilités dans le combat mené chaque jour pour éviter que des femmes ne meurent en donnant la vie.

Guillaume Ondzé

ASSAINISSEMENT

Plaidoyer pour désensabler la 2^e sortie nord de Brazzaville

Le quartier Ngamakosso au nord de la capitale, est souvent victime de l'ensablement de ses rues, caniveaux et de ses habitations. Le président de la Mutuelle Enfants Jean Dominique Okemba (Mejdo), Judicaël Akondzo, a plaidé le 20 février, pour une opération de désensablement sur la route de la deuxième sortie nord de Brazzaville, au quartier Ngamakosso.

Pour tenter de pallier ces difficultés, la mutuelle Mejdo veut amplifier ses actions environnementales. *«Notre mutuelle complètera au côté des pouvoirs publics, ses actions d'assainissement, c'est-à-dire le désherbage des lieux publics, le ramassage des ordures et le curage des caniveaux de ces quartiers. Pour la réussite de notre action, l'activité doit être pérenne surtout en saison de pluie. Il est vrai que nous allons*

travailler avec le peu de moyens en notre possession», a affirmé Judicaël Akondzo. En outre, il est reconnu partout ailleurs que l'hygiène chasse la maladie, préserve et améliore la santé des populations. Il est donc primordial d'assainir le milieu dans lequel on habite. C'est tout le sens de l'existence de la Mejdo, une organisation apolitique qui va œuvrer dans le domaine du sport et de l'éducation environnementale.

Sur la deuxième sortie nord de Brazzaville, la période de grande pluviométrie est la plus difficile à cause du sable qui bouche les caniveaux et déborde sur la chaussée, la rendant impraticable. Autre conséquence de l'importante pluviométrie, les transporteurs en commun (bus, taxis, muni-bus) ont du mal à desservir les habitants de la ban-

lieue nord de Brazzaville. Mais ce phénomène menace également les quartiers de Makélékélé, Mfilou, Mougali, Ouenzé et Mplla. Autres problèmes pour les Brazzavillois, des routes et des ponts qui sont parfois coupés ou inondés.

Rappelons que son caractère de bienfaisance classe la Mutuelle Mejdo parmi les associations apolitiques. Elle est représentée dans tous les arrondissements de Brazzaville et compte des centaines de membres actifs. Les instances sont composées, entre autres, d'un bureau exécutif, d'un comité de sages, d'une commission de contrôle et de vérification et, enfin, d'un comité de conseillers segmenté en trois départements : sport, assainissement, droit.

Fortuné Ibara

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91

E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web : www.iprc-training.org

BP: 537 Brazzaville - République du Congo

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez-nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDP05	Comment répondre à un appel à projet des bailleurs de fonds: outils, technique et pièges à éviter	5 jours	03 au 07 mars 2014
GMPO2	Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)	15 jours	03 au 21 mars 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	17 au 21 mars 2014
EP15	Perfectionnement en Excel	4 jours	24 au 27 mars 2014
EPO5	Techniques de rédaction administration	5 jours	24 au 28 mars 2014
MDPO1	Planification et Gestion des projets avec MS Project	10 jours	01 au 11 avril 2014
MDP13	Etude d'impact environnemental et social des projets	5 jours	07 au 11 avril 2014
BTPO2	Assurer la fonction de conducteur de travaux	5 jours	14 au 18 avril 2014
GRH04	Outils de pilotage des Ressources Humaines	3 jours	15 au 17 avril 2014
GMPO7	Gestion des contentieux dans l'exécution des contrats des marchés publics	4 jours	15 au 18 avril 2014
GMPO4	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialistes, Chef de projets, Chefs de cellule de passation de marchés etc.	5 jours	21 au 25 avril 2014
BTPO7	Maîtriser le logiciel EPANET : dimensionnement des réseaux d'eau	5 jours	Nous contacter
BTPO3	Dessiner avec Autocad 2D&3D : initiation et perfectionnement	10 jours	Nous Contacter





ECAIR RECRUTE

Equatorial Congo Airlines, en sigle ECAir, la compagnie aérienne nationale congolaise recherche des candidats appropriés pour la fonction suivante:
Elève Pilote (H/F)

Conditions :

- Etre de nationalité congolaise;
- Etre âgé de 18 à 27 ans;
- Etre en bonne santé.

Qualifications :

- Niveau scolaire requis: BAC + 3 ou supérieur;
- Connaissances mathématiques de base: algèbre, géométrie, trigonométrie, calcul mental + physique de base;
- Motivation pour le métier de pilote et connaissance du secteur aérien (par lecture, internet, jeux vidéos spécialisés);
- Psychomotricité;
- Capacités en anglais (écrit et parlé).

Avantages en vue de la sélection:

- Expérience aéronautique préalable;
- Etre résistant au stress;
- Esprit analytique, synthétique et d'initiative;
- Etre détenteur d'un permis de conduire.

Nous nous réjouissons d'avance de recevoir votre candidature (cv et lettre de motivation) à l'adresse suivante avec la mention « Elève Pilote »:
pnt@flyecair.com

Date limite de dépôt des candidatures:

7 mars 2014

LUTTE CONTRE LA POLIOMYÉLITE

Le Rotary renouvelle son engagement en Afrique et en Asie

Une allocation de près de 36 millions de dollars est apportée par le Rotary pour soutenir les activités de vaccination et de recherche menées par l'Initiative mondiale pour l'éradication de la polio (IMEP). L'objectif est d'éradiquer cette maladie contagieuse et invalidante d'ici à 2018.

Pour les responsables de ce réseau, stopper la polio dans les pays retenus est essentiel pour mettre un terme aux récents épisodes épidémiques dans d'autres États où la vaccination de masse doit se poursuivre jusqu'à l'éradication du virus. Ce nouvel engagement financier arrive à point nommé, car il va permettre à l'initiative d'éradication de se concentrer sur les trois derniers pays endémiques : Afghanistan, Nigeria et Pakistan. Pour l'Afghanistan, la subvention du Rotary s'élève à 6,8 millions de dollars, à 7,7 millions

pour le Nigeria et à 926 000 dollars pour le Pakistan. La répartition des fonds a ainsi été réalisée sur la base des demandes des partenaires de l'IMEP – l'UNICEF et l'OMS – qui travaillent avec les gouvernements des pays affectés pour organiser les activités de vaccination.

D'autres pays vont bénéficier des fonds du Rotary pour lutter contre la polio : 2,1 millions de dollars sont alloués au Burkina Faso ; 3,4 millions au Cameroun ; 3,9 millions à la République démocratique du Congo ; 2,3 millions au Niger ; 1,3 million à la Somalie ; 2,6 millions au Soudan du Sud ; et 1,2 million au Soudan.

L'Unicef utilisera également 2,73 millions de dollars pour soutenir les activités de vaccination dans la Corne de l'Afrique dans le cadre de la réponse aux épidémies qui sont survenues au début de l'année 2013 et qui ont touché plus de

200 enfants. Les cas importés de polio sont liés aux souches endémiques présentes au Nigeria, soulignant à nouveau l'importance de l'extinction du virus dans les trois pays endémiques.

«Il apparaît urgent de renouveler notre engagement et de surmonter les derniers obstacles restants tant il est vrai que nous sommes condamnés à réussir. Cela coûterait encore plus cher si nous devions enregistrer une résurgence de la polio en Afrique subsaharienne, à l'exception du Nigeria», a déclaré Marie-Irène Richmond Ahoua, membre de commission régionale PolioPlus pour l'Afrique.

Au-delà de cette subvention, le Rotary a déjà alloué 500 000 dollars à la réponse d'urgence contre l'épidémie qui a frappé la Syrie fin 2013, un pays qui n'avait pas été touché par cette maladie depuis 1999. D'octo-

bre 2013 au 31 janvier 2014, 23 cas de polio y ont été confirmés et tous sont liés à la souche pakistanaise du virus. À l'approche de l'objectif et de la phase finale du Plan stratégique pour l'éradication de la polio, l'OMS recevra 934 000 dollars pour étudier l'impact de l'introduction dans les campagnes de vaccination du vaccin antipoliomyélique injectable contenant des virus inactivés.

Pour rappel, le Rotary a lancé son programme PolioPlus en 1985 et est devenu en 1988 l'un des fers de lance de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la polio avec l'OMS, l'Unicef et le Centre américain pour le contrôle et la prévention des maladies. Résultat : le nombre de cas de polio dans le monde a diminué de plus de 99 % pour ne plus en compter que 400 en 2013. Ce succès a été rendu possible grâce aussi au Rotary qui se concentre sur le

plaidoyer, les collectes de fonds, la mobilisation des bénévoles et la sensibilisation du public. Le mouvement a ainsi alloué plus de 1,2 milliard de dollars et consacré un nombre incalculable d'heures de bénévolat pour lutter contre la polio. La Fondation Gates s'est de son côté engagée à verser le double de la contribution financière du Rotary en faveur de l'éradication de la polio, à hauteur de 35 millions par an et jusqu'en 2018.

Le Rotary est un réseau mondial de 1,2 million de décideurs solidaires qui mettent leurs compétences au service des causes humanitaires les plus pressantes. Les Rotary clubs sont présents à travers le monde dans 200 pays et territoires et travaillent avec détermination pour améliorer le quotidien dans leur ville et à l'étranger et aider les familles défavorisées.

Nestor N'Gampoula

LE FIDA TIENT SON 37E CONSEIL DES GOUVERNEURS À ROME

Les ministres de l'Agriculture de nombreux pays du continent prennent part à la rencontre

Le Conseil des gouverneurs du Fonds international pour le développement agricole, le Fida, s'ouvre ce jeudi à son siège de Rome. Cette rencontre, qui se tient alors que le ministère italien des Affaires étrangères vient de convier à la Farnesina, toujours à Rome, les responsables gouvernementaux et associatifs de ce secteur essentiel, entend mettre l'accent sur les petits paysans. Ces acteurs souvent méconnus d'une réponse constante aux besoins quotidiens des populations, surtout citadines, doivent mériter plus d'attention.

Le thème, «Investir sur l'agriculture familiale pour le futur que nous voulons», devrait être très consensuel. Hommes et femmes politiques, animateurs d'organisations paysannes, représentants du secteur agricole privé ont commencé à affluer à Rome depuis le début de la semaine. Le ministre congolais de l'Agriculture, Rigobert Maboundou, figure au nombre des participants dont le discours et la contribution sont très attendus. Rigobert Maboundou est porteur de la voix africaine dans ces assises.

Rencontre annuelle, le Conseil des gouverneurs du Fida a commencé, depuis quelques années, à se préoccuper d'une jonction des efforts pour soutenir le secteur vital de l'agriculture. Les États, expliquait récemment le ministre

Maboundou, se rendent compte que leurs seuls efforts ne pourront pas financer l'agriculture s'ils n'y associent pas les entrepreneurs privés.

Le conseil se tient alors que Rome vient de terminer une réunion de deux jours fortement voulue par les autorités italiennes : le quinzième Forum mondial de l'agriculture. Lui aussi a réfléchi sur le thème de l'agriculture familiale, décidément rappelée au centre de l'attention de tous, car la sécurité alimentaire passe par les petits lopins de terre autour des villages ou des villes. Il s'est surtout agi de voir comment financer ce secteur pour le rendre aussi productif qu'attrayant. Les petits fermiers de village, surtout africains, sont invités à sortir de l'agriculture de subsistance pour considérer leur activité comme étant essentielle à une vision d'ensemble. Là où ils ne voyaient jusqu'ici qu'une source de revenus limités à leur seule famille, il s'agit de l'agrandir à l'ensemble du village ; des villages, de passer à la ville pour enfin l'élargir à l'ensemble d'une nation. Le forum a admis qu'il était temps de reconnaître «qu'il n'y aura pas de sécurité alimentaire pour nourrir à terme douze milliards de personnes qui dépendent de l'agriculture familiale sans un développement rural inclusif».

Lucien Mpama

CENTRAFRIQUE

La Hongrie rejoint l'opération militaire européenne

Le gouvernement hongrois a donné son accord pour participer à l'opération européenne en Centrafrique (Eufor RCA). Budapest va envoyer un contingent d'officiers militaires à Bangui, a annoncé mercredi soir le Journal officiel du pays.

«L'armée hongroise participera à l'effort européen avec six officiers (12 en période de relais) en Centrafrique jusqu'au 31 décembre 2014», a annoncé le Journal officiel. «La participation de la Hongrie est fondée sur ses obligations en tant que membre de l'Union européenne, en guise de contribution au renforcement de la politique commune de défense et de sécurité», indique le Journal. L'engagement de Budapest intervient après que l'Union européenne a fait part de son intention de déployer un millier de soldats en Centrafrique pour aider à rétablir l'ordre dans ce pays plongé dans le chaos. Le chiffre le plus couramment cité pour cette opération militaire européenne était au départ de 500 hommes. La France, qui intervient sur place avec 1 600 soldats, envisage de dépêcher 400 hommes supplémentaires, portant à 2 000 le nombre de soldats présents sur place. Pour l'heure, la situation se détériore chaque jour à Bangui et dans les régions : les miliciens anti-balaka multiplient les exactions

contre les civils musulmans, qui continuent à fuir en masse vers le Tchad et le Cameroun.

Les atrocités perpétrées en Centrafrique n'ont pas laissé insensible le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, qui a rappelé aux dirigeants placés en position d'autorité qu'ils avaient des obligations légales. Elle a précisé qu'ils devraient avoir à rendre personnellement des comptes pour les graves violations des droits de l'homme commises du fait de leurs actions ou de leurs omissions.

«Je tiens à rappeler à tous les dirigeants occupant des positions importantes, qu'ils appartiennent aux anti-balaka, aux ex-Séléka ou à l'ancienne armée FACA, qu'ils ont des obligations claires découlant du droit international. Ils ont l'obligation de ne pas commettre, ordonner, inciter ou être à l'origine de violations du droit international, et d'empêcher leurs subordonnés de commettre de telles violations», a déclaré Navi Pillay. «Les personnes qui commettent des violations des droits de l'homme après en avoir reçu l'instruction ou l'ordre pourraient aussi voir leur responsabilité pénale individuelle directement engagée pour leurs actions ou omissions.», a-t-elle ajouté.

Les éléments anti-balaka pren-

ent délibérément pour cible la population musulmane de la capitale. Ces attaques, qualifiées parfois d'«opérations de nettoyage» par des éléments anti-balaka, sont généralisées. Elles incluent des meurtres, des viols, des pillages et la destruction de maisons appartenant à des musulmans. «Bien que quelques groupes d'ex-Séléka en tenue civile continuent à prendre pour cible des civils chrétiens à Bangui, la plupart des violations des droits de l'homme en cours sont le fait d'éléments anti-balaka qui semblent être chaque jour plus organisés», a fait savoir Navi Pillay, ajoutant que ces violations pourraient constituer des crimes contre l'humanité. Et de poursuivre : «Le degré de destruction est catastrophique. Les portes, les cadres des fenêtres, les toits des maisons sont brûlés ou enlevés. Même les murs sont réduits à l'état de ruines, avec l'intention manifeste de décourager les musulmans de revenir.»

Le haut-commissaire a assuré que son équipe travaillait actuellement avec le ministère de la Justice pour garantir que les enquêteurs et procureurs puissent reprendre leurs activités et s'assurer que les personnes responsables de crimes et violations des droits de l'homme rendent des comptes.

N.N.G.

SUISSE

L'Union européenne riposte au vote d'introduire des quotas d'immigration

En réaction au vote des Suisses, qui ont décidé à 50,3%, le 9 février, d'inscrire dans leur constitution la nécessité de continger l'entrée des citoyens de l'Union européenne (UE) sur leur territoire et d'établir sur le marché du travail le principe de préférence nationale, Bruxelles suspend jusqu'à nouvel ordre les négociations sur les programmes Horizon 2020 et Erasmus+.

Contrainte légalement d'ouvrir ses frontières aux Croates à partir du 1er juillet 2014, la Suisse a annoncé qu'elle ne signerait pas l'accord de libre circulation avec la Croatie, qui vient d'intégrer l'UE. La Suisse a trois ans pour mettre en pratique les résultats du référendum.

Le président de la Commission européenne (CE), José Manuel Barroso, a mis en garde le Conseil fédéral helvétique : restaurer les quotas sur les travailleurs européens constitue une violation des accords signés avec l'UE. Cette décision aurait, selon lui, de profondes répercussions sur les relations entre Berne et Bruxelles.

L'une des conséquences immédiates, a indiqué la CE, est le report des négociations sur la participation de la Suisse au programme de recherche Horizon 2020 et au programme d'échange universitaire Erasmus+. Dans le cadre du précédent programme de recherche, les chercheurs suisses ont bénéficié des fonds de l'Europe. Quant au

programme Erasmus+, il offrira à plus de 4 millions d'Européens la possibilité d'étudier, de faire des stages ou du bénévolat et d'accumuler de l'expérience professionnelle à l'étranger. Ces deux programmes, dont le budget s'élève à 94,7 milliards d'euros pour la période 2014-2020, sous-tendent la libre circulation des chercheurs et des étudiants. Bruxelles a déjà suspendu des négociations transfrontalières avec la Suisse sur l'électricité.

José Manuel Barroso a laissé entendre que le vote suisse aura des répercussions profondes. Sans annoncer de sanctions précises, il a indiqué que la Suisse ne pouvait pas profiter des avantages de l'UE sans respecter le principe de réciprocité. Il a mentionné que les sociétés suisses pourraient être confrontées à l'avenir à divers obstacles sur les marchés européens. La Suisse a fait savoir, de son côté, qu'elle ne serait pas en mesure de signer l'accord avec la Croatie dans sa forme actuelle en raison «de la nouvelle clause constitutionnelle introduite par le vote référendaire du 9 février.»

Christian Chavagneux, d'Alternatives économiques, estime que les conséquences du référendum suisse pourraient coûter cher à l'économie du pays. Avec 2 millions d'étrangers sur une population de 8 millions, la Suisse compte envi-

ron un quart d'étrangers dans sa population totale comme dans sa population active, une proportion qui n'a cessé de croître au cours des dernières décennies. Les deux tiers de ces étrangers sont des Européens, principalement des Allemands (15%), des Italiens (15%) et des Français (5%).

Si, en rétorsion, l'UE devait suspendre les accords bilatéraux en vigueur avec la Suisse, cela occasionnerait de nombreux problèmes aux entreprises locales, souligne Christian Chavagneux. Les entreprises suisses ont tout à perdre à se priver de l'accès au premier marché mondial qu'est l'UE, qui représente 60% de ses exportations et 80% de ses importations. Quant aux pays européens, la Suisse est leur troisième marché d'exportation et leur quatrième fournisseur. Sur le plan financier, la Suisse est aujourd'hui sous le coup d'une pression internationale forte pour mettre fin à son secret bancaire, rappelle Christian Chavagneux. Elle a déjà cédé aux États-Unis et négocie en ce moment avec l'UE les conditions de son abandon par le passage à l'échange automatique d'informations fiscales. Elle espérait obtenir en échange un plus grand accès au marché intérieur européen. Cette contrepartie pourrait être remise en cause, alors que la pression ne faiblira pas.

Noël Ndong

TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

Pas d'accord entre Angela Merkel et François Hollande

La chancelière allemande et le président français n'ont pas pu débloquent le dossier de la Taxation sur les transactions financières (TTF) à l'issue du Conseil des ministres franco-allemand qui s'est déroulé le 19 février à l'Élysée. Un calendrier a été fixé, mais la question de l'affectation et de l'assiette reste posée.

Angela Merkel et François Hollande étaient réunis à l'occasion d'un Conseil des ministres franco-allemand chargé de faire avancer la question de la TTF, bloquée faute d'accord entre les 11 pays européens faisant partie de cette coopération renforcée. À défaut d'un accord sur les modalités de la TTF, la France et l'Allemagne ne se sont pas accordées sur un accord sur le sujet avant les élections européennes prévues en mai prochain. «Je serai extrêmement reconnaissante envers les ministres des Finances de l'UE si l'on pouvait arriver à un résultat avant les élections européennes», a déclaré Angela Merkel à l'issue de la rencontre. «Je préfère une taxe encore imparfaite que pas de taxe du tout», a indiqué François Hollande. La veille, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, avait évoqué la possibilité de sa mise en place graduelle.

Pour l'accélération du processus, l'Allemagne et la France donneront une impulsion «afin de présenter des propositions conjointes avec leurs partenaires européens de la coopération renforcée en vue d'obtenir le plus large accord possible avant les élections européennes», indique le document final du Conseil. La TTF a très peu de temps pour aboutir.

La question des produits dérivés n'est pas clairement tranchée entre Paris et Berlin. Du côté de l'affectation de la taxe, rien ne semble encore tranché. La France et l'Allemagne affirment qu'elles examineront «conjointement la question de l'affectation de recettes issues de la TTF», sans autres précisions. L'affectation d'une partie à la solidarité internationale, au développement et à la lutte contre le réchauffement climatique, fait également partie des options, défendues par ailleurs par le ministre français du Développement, Pascal Canfin, et son homologue allemand, Gerd Müller. Pascal Canfin a rappelé la volonté de la France «d'affecter une part significative des recettes de cette taxe au développement, à la lutte contre le changement climatique, et à la solidarité internationale». Mais il a regretté l'absence d'accord dès aujourd'hui sur les modalités précises tout en soulignant qu'un «accord de principe sur un champ large est fondamental». Les ONG ont de leur côté fustigé l'absence de prise de position sur l'affectation de la TTF en faveur du développement. Pour Alexandre Naulot, d'Oxfam France, c'est une manche de gagnée pour le lobby financier et un échec pour François Hollande «qui laisse passer une opportunité de 37 milliards d'euros». La directrice de ONE France, Friederike Röder, a de son côté regretté le retard accusé par le projet de taxe, «un retard insupportable pour les plus pauvres de la planète qui auraient déjà dû bénéficier d'une partie des revenus de cette taxe».

N.Nd.



Le cabinet dentaire SEMINET sis au 2^e étage de l'immeuble CNSS, recherche une responsable de l'administration générale bilingue (anglais-français) pour Pointe-Noire.

Responsabilités :

Sous la supervision du chirurgien-dentiste titulaire, la responsable de l'administration générale accomplira les tâches suivantes :

- Superviser, structurer et organiser le pôle secrétariat
- Réagir et corriger les dysfonctionnements en cas de besoin
- Veiller et s'assurer au bon déroulement des tâches
- Assurer la bonne circulation de l'information entre les membres du personnel, les praticiens et le titulaire du cabinet : communication transversale
- Rédiger du courrier et des rapports d'activités
- Proposer des mesures correctives et les mettre en œuvre
- Rendre compte des actions en cours en temps opportun et/ou réel par les moyens de communication disponibles (téléphone, sms, emails, whats app, etc.)
- Collecter les pièces comptables,
- Communiquer avec les entreprises et les compagnies d'assurance-maladie en recherchant un haut degré d'exigence et de qualité
- Assurer le suivi des actions prises
- Assurer la gestion du personnel
- Anticiper et assurer la gestion du stock et des commandes
- Préparer les éléments nécessaires aux réunions
- Tenir à jour les tableaux de planification relatifs aux congés et aux voyages

Compétences :

- Maîtrise parfaite de l'outil informatique (Word, Excel, PowerPoint, Outlook...)
- Qualité dans la communication verbale, non-verbale et écrite
- Excellente expression verbale et écrite, en français et en anglais
- Traduction orale et écrite
- Maîtrise des attitudes et comportements de service.

Qualités :

- Pro activité, réactivité et dynamisme
- Solide esprit d'équipe
- Sens des responsabilités
- Bonnes capacités d'organisation et prise d'initiative
- Disponibilité
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Souci des résultats
- Respect de la ponctualité
- Fiabilité
- Facultés d'adaptation
- Rigueur professionnelle et recherche de l'excellence.

Niveau exigé : bac + 2 à + 5 (BTS, licence, Maîtrise, DEA)

Les candidates sont invitées à déposer leur lettre de motivation et cv avec photo au cabinet dentaire SEMINET sis au 2^{ème} étage de l'immeuble C.N.S.S. au-dessus de la pharmacie MAVRE ou à l'envoyer à l'adresse email suivante : secretariat@cdseminet.com.

CHINE-CONGO

Le temps des célébrations

Le Congo et la Chine vont se rappeler, ce 22 février, le jour où, il y a cinquante ans, par la volonté de construire un avenir commun, et contre les adversités de l'époque, ils s'engagèrent à sceller des liens d'amitié et de coopération.

Le 22 février 1964 est en effet la date historique que les deux pays ont en souvenir, et autour de laquelle, ils consacreront une série de manifestations. À Brazzaville, comme à Beijing où est attendu le président Denis Sassou N'Gusso, célébrer ce jubilé d'or sera synonyme de dresser le bilan de cette relation intense, dont les fruits, abondants pour ne pas dire palpables, n'ont pas besoin d'être

spécifiquement énumérés. Depuis Alphonse Massamba-Débat jusqu'à Denis Sassou N'Gusso, depuis Mao Zedong jusqu'à Xi Jinping, le chemin parcouru par le Congo et la Chine a été long et laborieux. L'essentiel est que les efforts ont été mutualisés, pour faire fructifier une relation qui, de l'intention affirmée de coopérer a franchi l'étape de la coopération proprement dite. Il faut être reconnaissant envers tous les dirigeants, tous les chefs d'État des deux pays qui ont su préserver cette amitié depuis cinquante ans. Elle s'exécute aujourd'hui dans un cadre stratégique à la fois bilatéral et multilatéral.

L'un des témoins des pre-

miers moments de l'amorce de ces relations, souvent vu dans les salons de l'ambassade de Chine à Brazzaville lorsque cette dernière célèbre sa présence au Congo, est l'ancien ministre Claude Ernest Ndalla. L'incroyable homme de gauche explique dans un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville, les bases fondatrices de ces relations: «*Respect mutuel, non-mixtion dans les affaires intérieures des pays, avantages réciproques et respect de l'intégrité territoriale de chacun.*»

À leur tour les ambassadeurs Guan Jian, en poste à Brazzaville, et Daniel Owassa, basé à Beijing, expriment dans ce numéro leur vision de l'avenir

de la coopération Chine-Congo. Pour le premier, ces relations entrent «*dans l'âge mûr du développement*». Il annonce par ailleurs le lancement, cette année, d'une opération «lumière», visant à soigner gratuitement quelques 500 Congolais souffrant de la cataracte. La Chine emboîtera également le pas de l'Unesco en soutenant la formation des enseignants du Congo. Pour son homologue congolais, Brazzaville et Beijing développeront davantage les liens économiques et diplomatiques plus que les liens idéologiques en raison de la spécificité des modèles en usage en Chine et au Congo.

Le 22 février sera un moment

de retrouvailles permettant d'épiloguer sur le temps passé ensemble. L'occasion pour les chefs d'État de renouveler l'amitié qui lie leurs deux États, l'occasion pour les experts congolais et chinois, de répondre bien évidemment aux critiques émises ici et là, sur la duplicité supposée de l'offensive menée par l'Empire du Milieu depuis un peu plus d'une décennie en direction de l'Afrique. Des critiques qui l'accusent de spolier les richesses du continent africain et tentent de vider de son essence la marque déposée de coopération « gagnant-gagnant » qui en constitue le soubassement.

Gankama N'Siah

TÉMOIGNAGE

Claude Ernest Ndalla situe les débuts de la coopération à 1963

L'ancien ministre, ancien ambassadeur du Congo en Chine, Claude Ernest Ndalla, a expliqué aux dépêches de Brazzaville que les contacts entre les deux États ont commencé le 15 août 1963 quand le Congo quitte le groupe des pays attachés au néocolonialisme pour adhérer au groupe des pays progressistes.

Ce changement de courant politique, poursuit Claude Ernest Ndalla, va décider le Congo à changer d'horizons et à découvrir la Chine populaire.

Les choses vont s'accélérer dès octobre 1963 car la Chine va envoyer un émissaire au Congo pour prospecter le terrain et identifier un site où sera construite sa représentation diplomatique. Entre décembre et janvier des délégations congolaises visitent la Chine populaire.

«*À l'issue de ces contacts, les deux pays signent les accords d'établis-*

sement des relations diplomatiques, le 22 février 1964. Celles-ci sont fondées sur le respect mutuel, la non-mixtion dans les affaires intérieures des pays, des avantages réciproques et le respect de l'intégrité territoriale des États contractant les relations diplomatiques. Le premier ambassadeur du Congo en Chine sera son excellence Alphonse Bayonne», rappelle Claude Ernest Ndalla qui ajoute que l'homme connaissait déjà la Chine bien avant sa nomination et que la situation politique de l'époque avait également plaidé en sa faveur.

Claude Ernest Ndalla dit avoir été en Chine pour la première fois en 1961 pendant qu'il était étudiant. «*Je suis reparti en 1963 et en 1964 avec le groupe de danse folklorique Ballet Dia bua. Je suis encore parti en 1966 à l'occasion de la conférence des écrivains*



Claude Ernest Ndalla

afro-asiatiques sur le Vietnam. Et en 1969, je suis allé en tant que diplomate. Certes, le hasard n'existe pas mais ce n'est peut-être pas la condition essentielle. Après le mouvement du 31 juillet 1968, le président du Congo de l'époque avait jugé mieux en-

voyer en Chine quelqu'un qui connaissait déjà le pays et qui pouvait mieux expliquer la situation politique du Congo ayant causé la chute du président Alphonse Massamba-Débat et la montée de Marien Ngouabi», souligne-t-il.

Au moment où les deux États s'apprentent à célébrer le jubilé d'or d'amitié, Claude Ernest Ndalla souhaite que les cinquante ans qui viennent apportent davantage dans la solidarité et l'amitié entre les deux peuples. Pour lui, le Congo doit résister aux pressions occidentales qui voient d'un mauvais œil les investissements chinois en Afrique à cause de la perte des marchés que cela provoque.

«*Le monde avance à grande vitesse. Il faut changer la façon de percevoir la Chine. Le Congo doit avancer dans la solidarité, dans*

l'amitié avec les peuples du monde parmi lesquels le peuple chinois. La Chine respecte la souveraineté et l'indépendance du Congo. Il ne nous fait pas des injonctions, pour nous dicter la voie à suivre», ajoute l'ancien diplomate qui a séjourné en Chine entre mars 1969 et février 1970.

Quel souvenir pour cet ancien diplomate?

«*J'ai gardé plusieurs souvenirs, pas seulement en tant que diplomate mais depuis mon premier voyage en Chine. Je me souviens avoir vu le président Mao Zedong nager à Hu Han ; j'ai vu aussi la montée fulgurante de Li Mpio et son désaveu ; j'ai également vu la bataille de la révolution culturelle en 1966 à Pékin. Je me souviens aussi avoir vu le plus grand architecte de la puissance chinoise*», conclut Claude Ernest Ndalla.

Tiras Andang

La Chine en chiffres

Population totale : 1.350.695.000

Accroissement naturel : 0,5%

Superficie : 9.600.001 km²

Densité : 144 habitants/km²

Population urbaine : 51,8%

Capitale : Pékin

Population des principales villes (banlieue incluse) : Shanghai

(17.900.000) ; Guangzhou (Canton) (15.300.000) ; Pékin

(13.200.000) ; Shenzhen (9.400.000) ; Wuhan (9.000.000) ;

Tianjin (8.200.000).

Langue officielle : le chinois mandarin.

Langue(s) des affaires : lorsque les interlocuteurs étrangers ne parlent pas le chinois, les échanges commerciaux se font généralement en anglais.

Religion : les Chinois sont généralement athées. Cependant, le bouddhisme, le taoïsme et le confucianisme sont relativement répandus au sein de la population âgée et attirent aujourd'hui une partie de la classe aisée. Il existe également des minorités chrétiennes et islamiques.

Taux d'alphabétisation : 90,9%

Taux de change au 20 février 2014 : Monnaie locale : Yuan chinois (ou Renminbi) (CNY) 1 CNY = 0,1638 USD, 1 USD =

6,1069 CNY 1 CNY = 0,1190 EUR, 1 EUR = 8,4007 CNY

Nature de l'État : la République populaire de Chine est un État communiste. Elle correspond à un État unitaire centralisé totalement administré par le Parti communiste chinois, avec une grande administration nationale s'occupant de tout.

Niveau de développement : deuxième pays le plus riche du monde (PIB), marché financier émergent. Plus grande population au monde ; taux de croissance du PIB le plus élevé au monde sur les 10 dernières années.

IDH* : 0.687/1

IDH (rang mondial) : 94/187

Indicatif téléphonique : Pour appeler depuis la Chine, composer le 00

Pour appeler vers la Chine, composer le +86

Suffixe Internet : .cn

Ordinateurs : 4,1 pour 100 habitants

Lignes de téléphone : 20,6 pour 100 habitants

Utilisateurs d'Internet : 42,3 pour 100 habitants

Accès à l'électricité : 99,4% de la population

Une école Denis Sassou N'Gusso à Yushu, dans la province de Qinghai

L'école, reconstruite et débaptisée « École de l'amitié sino-congolaise Denis Sassou N'Gusso », a été inaugurée en juillet 2012 par l'actuel ministre congolais des Affaires étrangères et de la Coopération, Basile Kouébé.

La construction de cette école avait mobilisé 16 millions de yuans, soit environ 1,3 milliards FCFA. Une somme que le Congo n'avait pas hésité à déboursier au regard des relations qui le lient à la Chine. «*Bien que notre capacité économique soit limitée, nous devons étendre notre aide*», déclarait alors Basile Kouébé, le ministre congolais des Affaires étrangères. Il rappelait que le président Denis Sassou N'Gusso avait exprimé son désir d'offrir un don à la Chine lors de l'Exposition universelle de Shanghai en 2010. La même année en effet, la Chine est frappée par un séisme de magnitude 7,1. La catastrophe fit 2698 morts dans la préfecture de Yushu, district de Chengdu, en région tibétaine.

De son côté, la Chine a été très présente dans l'assistance humanitaire apportée au Congo, suite aux explosions des dépôts d'armements à Mpila, le 4 mars 2012. Trois millions de dollars américains, soit 1,5 milliard FCFA, c'est la valeur totale de l'aide de la Chine au Congo dans ce moment difficile. L'ambassade de Chine et les entreprises chinoises présentes au Congo ont également apporté des aides en nature d'une valeur de 350 millions de FCFA aux populations sinistrées.

PROGRAMME DES OBSÈQUES

Willy Ngakosso, agent des Dépêches de Brazzaville, Chrios Sylvestre Obambi agent Warid, Gotène-Goth Endzongo agent DGCMP, Daniel Okola agent ASECNA, Mme Henriette Tsama et famille informent les parents, ami(e)s et connaissances que les obsèques de leur bien-aimée, fille, nièce et sœur, la nommée Marie Yvonne Mbola décédée le lundi 10 février 2014 à Brazzaville, dont la veillée mortuaire se tient au N° 91 de la rue Ngania Mikalou (arrêt Louami), auront lieu ce vendredi 21 février 2014 selon le programme ci-après :



- 09H00 : Levée du corps à la morgue municipale (CHU)
- 10H00 : Départ au domicile familial
- 10h30 – 13H00 : Recueillement et animation
- 13h30 : Départ au cimetière privé Ekouya
- 16H00 : Fin de cérémonie.

IN MEMORIAM

21 février 2011 – 21 février 2014. Voici 3 ans déjà que disparaissait notre maman, Mme AWE née Imoko Micheline. Ainsi une messe d'action de grâce sera dite en sa mémoire en église Notre Dame de Fatima, en ce jour à 06h30.



M. Theogène Awe, Mme Ngolo Virginie et la famille, tout en renouvelant leur gratitude envers ceux qui avaient compati à ce malheur, les invitent à avoir une pensée pieuse pour elle. Que son âme repose en paix.

**Pas de crédit ?
Garde le SOURIRE avec**

**WARID
SO-V-NGA**

Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123

BUROTOP IRIS  www.burotop.com

Ordinateur de bureau DELL

- Processeur Intel Dual Core à 2.9 GHz
- Mémoire RAM à 4 Go
- Disque dur à 500 Go
- Ecran plat 20"
- Garantie 1 an

+ Onduleur EMERSON LIEBERT de 650 VA

+ Multiprises APC

+ Imprimante HP 2516 Multifonction couleur

399.000 FCFA HT

Cette offre est Hors taxes et réservée aux particuliers, dans la limite de 1 pièce par personne.
Le paiement doit se faire CASH et aucune remise ne pourra être accordée.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

TerraTech **Promotion spéciale** *le monde de l'informatique*

Ordinateurs portables acer

- Acer Celeron (Couleur Rouge)
- Acer Celeron (Couleur Grise)

Spécificités

- * Intel Celeron Processor (2.2 GHz)
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-SUPER MULTI DL drive

Prix : 265.000 TTC

Avenue Alphonse Foidors, Immeuble C.N.S.S. City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 781 24 24 / 06 981 24 24 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com



CONGO-CHINE

«Cinquante ans de confiance mutuelle et de soutien réciproque», selon Guan Jian

Dans une interview exclusive aux *Dépêches de Brazzaville*, l'ambassadeur de Chine au Congo remonte le temps et scrute l'horizon de la coopération bilatérale, alors que ces deux pays s'appêtent à célébrer, le 22 février, le cinquantième anniversaire de leurs relations diplomatiques.

Les Dépêches de Brazzaville : Sous quel signe cette célébration des cinquante ans sera-t-elle placée ?

Guan Jian : Il y a plus de deux mille ans, le sage chinois Confucius disait : «À l'âge de cinquante ans, on assimile bien les ordres du Ciel.» C'est-à-dire que l'âge de cinquante ans, pour un homme, signifie l'entrée dans la maturité de son esprit. Ce dicton ancien incarne bien les relations diplomatiques entre la République populaire de Chine et la République du Congo d'aujourd'hui. Le 22 février 2014 marque le cinquantième anniversaire de leur établissement, donc les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays dans tous les domaines entrent également dans l'âge mûr du développement. Le président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, a effectué une visite d'État en République du Congo en mars 2013 et cette année 2014, à l'occasion des célébrations du cinquantième des relations diplomatiques entre nos deux pays, le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, effectuera à son tour une visite d'État en Chine. Ces visites entre les dirigeants suprêmes des deux pays à un intervalle si court prouvent bien l'intimité et la profondeur de nos liens.

LDB : On a le sentiment que le même dynamisme caractérise également les relations économiques entre les deux pays ?

G.J. : Nous remarquons effectivement le renforcement chaque jour et la croissance durable de la coopération économique et commerciale entre nos deux pays, allant de l'aide économique dans le passé aux partenariats gagnant-gagnant de nos jours. Le volume global des échanges commerciaux bilatéraux en 2013 a atteint 6,490 milliards dollars américains (3 245 milliards FCFA). La Chine est devenue le premier partenaire commercial du Congo. Avec l'amélioration jour après jour de l'environnement des investissements au Congo, de plus en plus d'opportunités se présenteront aux entreprises chinoises qui voudraient y investir. Tout cela marque la maturité de la coopération économique et commerciale. En outre, en cette année de cinquantième, les échanges dans les domaines culturels, éducatifs, sanitaires et humains ont atteint des niveaux sans précédent et obtenu des fruits

abondants. La réalité prouve donc que l'amitié entre les deux pays et les deux peuples a résisté aux épreuves du temps et s'est avérée encore plus puissante.

LDB : Comment cet évènement se prépare-t-il à Beijing et quelles activités envisagez-vous d'organiser à Brazzaville afin de marquer d'une pierre blanche ce cinquantenaire ?

G.J. : Actuellement, les deux parties se préparent activement à lancer ensemble une série d'activités de célébration. À Beijing, l'activité la plus importante sera sans nul doute la visite d'État qu'effectuera le président Denis Sassou N'Guesso en Chine. Les préparations sont déjà en cours par les deux parties et avec beaucoup d'attention. Par ailleurs, la partie chinoise envisage d'organiser une grande réception lors de la visite du président Sassou à Beijing, pour commémorer solennellement le cinquantième de nos relations. Nous inviterons le Ballet national congolais à montrer aux amis chinois des représentations artistiques typiquement congolaises. En outre, en vue de renforcer les échanges entre les peuples des deux pays, la partie chinoise a bien l'intention, en cette année du cinquantenaire, d'inviter des délégations congolaises composées respectivement de femmes de l'élite, de personnalités non gouvernementales et d'amis de la presse. Le gouvernement et le peuple congolais vont lancer une série d'activités commémoratives magnifiques à Brazzaville.

LDB : D'autres activités, disiez-vous, sont prévues par l'ambassade de la Chine à Brazzaville...

G.J. : Du côté de l'ambassade de Chine au Congo, en collaboration avec la partie congolaise, nous allons organiser une exposition de photos d'archives précieuses sur les cinquante ans des relations sino-congolaises, offrir des albums-photos commémoratifs, aider la partie congolaise à imprimer une collection de timbres commémoratifs qui seront émis par la Poste du Congo le 22 février, inviter la troupe des artistes juniors de Nanjing «Petite fleur rouge» à donner des représentations artistiques au Palais des Congrès, etc. En outre, nous envisageons de lancer cette année un projet sanitaire nommé Opération de Lumière, qui offrira des in-

terventions gratuites à cinq cents patients congolais souffrant de la cataracte. De plus, nous allons mettre en œuvre, en coopération avec le gouvernement congolais et l'UNESCO, un projet de formation des enseignants du Congo.

LDB : Ce demi-siècle des relations entre les deux pays a aussi été une longue période de lutte commune, n'est-ce pas ?

G.J. : Nous ne saurions jamais oublier que le gouvernement et le peuple chinois étaient fermement aux côtés des peuples africains dans leurs luttes contre le colonialisme et pour l'indépendance de leurs pays. La Chine coopère avec le Congo tout en s'adaptant aux besoins et aux objectifs de la partie congolaise pour son développement social et économique. La Chine a utilisé ses investissements et ses technologies pour aider le Congo dans son développement, en obtenant une part des marchés congolais. De même, une partie des ressources naturelles congolaises sont exploitées, utilisées et transformées en richesse nationale à travers ces investissements et technologies ; cela fortifie le socle pour le développement économique et social du Congo. C'est justement parce que la coopération sino-congolaise n'est pas un soi-disant «néo-colonialisme», ni une façon de «s'emparer des ressources naturelles africaines» que le peuple congolais fait confiance à la Chine et veut bien développer cette coopération pragmatique, basée sur une politique gagnant-gagnant. C'est aussi pour ces raisons que les peuples des deux pays peuvent se mettre toujours du même côté et travailler pour le développement durable de leurs relations bilatérales.

LDB : La célébration du cinquantième est l'occasion de faire le bilan de la coopération sino-congolaise et d'envisager de nouvelles perspectives. Qu'en dites-vous ?

G.J. : On peut dire qu'actuellement la Chine et le Congo ne sont pas dans une relation d'utilisation réciproque, mais plutôt une relation de confiance mutuelle, de soutien réciproque sur un pied d'égalité. Nos relations servent comme modèle pour les relations sino-africaines et la coopération Sud-Sud. J'espère que dans le futur,

la Chine pourra continuer à faire valoir ses avantages d'investissements et de technologies dans la construction des infrastructures transnationales et transrégionales, investir dans l'industrialisation et l'exploitation des zones économiques spéciales et apporter ainsi une contribution au Congo dans son développement économique.

LDB : La visite à Brazzaville du président chinois Xi Jinping en mars dernier a donné la preuve que le Congo est en Afrique un partenaire de taille pour votre pays. Selon vous, cette visite a-t-elle donné un nouvel élan à la coopération entre les deux pays ?

G.J. : En mars 2013, le président chinois Xi Jinping a effectué une visite d'État au Congo. C'était une escale très importante pendant sa première tournée à l'étranger après son élection comme président, c'était aussi la toute première visite d'un président chinois au Congo depuis cinquante ans. Cette visite a un sens de jalon historique. Durant cette visite, le président Xi Jinping a reçu un accueil chaleureux du président Denis Sassou N'Guesso, du gouvernement et du peuple congolais. Les deux chefs d'État sont convenus, sur la base de l'amitié traditionnelle, d'établir un partenariat global de solidarité et de coopération entre nos deux pays. La visite du président Xi Jinping au Congo a obtenu un succès énorme, jetant ainsi une base solide pour un développement plus poussé des relations sino-congolaises.

LDB : Comment percevez-vous l'évolution récente du Congo ?

G.J. : La République du Congo est un pays très important dans la région d'Afrique centrale. Ces dernières années, sous la conduite du président Denis Sassou N'Guesso, le Congo a maintenu une stabilité politique et a connu une croissance socio-économique rapide. Il a une influence de plus en plus grande dans la région Afrique centrale et même dans tout le continent africain, devenant de jour en jour une force très importante de maintien de la paix et de la stabilité en Afrique. La Chine attache une grande importance au développement du Congo ainsi qu'à son rôle constructif pour l'Afrique. Elle va continuer de multiplier les échanges de haut niveau pour promouvoir le

développement des relations politiques entre nos deux pays, et en même temps, fortifier la coopération dans le domaine économique et commercial, et soutenir le Congo à jouer un rôle actif dans les affaires de la région.

LDB : Le Congo s'est engagé, depuis quelques années, dans un grand programme d'industrialisation et de modernisation. Comment la Chine en tant que partenaire peut-elle l'accompagner pour réussir son ambition de pays émergent à l'horizon 2025 ?

G.J. : En tant que partenaires fidèles du Congo, nous sommes ravis et fiers des fruits du développement du Congo. À l'heure actuelle, le peuple chinois s'emploie à parachever la réalisation du «rêve chinois» pour le grand renouveau de la nation chinoise, et le peuple congolais s'efforce de mettre en œuvre le programme du Chemin d'avenir pour parvenir à l'émergence nationale à l'horizon 2025. Étroitement liés par le même destin et le même objectif, nous avons donc devant nous d'importantes opportunités pour le renforcement de notre coopération amicale qui est une responsabilité majeure confiée à nos gouvernements et à nos peuples par notre époque. Dans les relations avec le Congo, la partie chinoise respecte en tout temps les principes de sincérité, d'amitié et d'égalité, et pratique avec fermeté la stratégie d'ouverture, de bénéfices mutuels et de coopération gagnant-gagnant. Dans la coopération économique et commerciale, la Chine met l'accent sur l'optimisation des structures d'échange, la promotion du financement des investissements et de la coopération entre entreprises. Elle intensifie sans cesse son effort en faveur du transfert technologique et du partage d'expérience. La Chine insiste sur l'idée que «mieux vaut apprendre à quelqu'un comment pêcher que de lui donner des poissons». Ainsi, elle aide activement le Congo à renforcer sa capacité de développement autonome (endogène) et durable, et contribue à la diversification économique du Congo et son objectif de parvenir à l'émergence à l'horizon de 2025.

Propos recueillis par Thierry Nougou et Guy-Gervais Kitina

INTERVIEW

Daniel Owassa : «Les relations sino-congolaises se développeront davantage les prochaines années»

En poste en République populaire de Chine depuis deux ans comme ambassadeur de la République du Congo, Daniel Owassa se montre optimiste quant à l'avenir des relations politiques et économiques entre les deux pays. Analysant de l'intérieur le regard porté par la Chine sur l'Afrique, le diplomate congolais s'est félicité, à l'orée du cinquantenaire de l'amitié sino-congolaise, de la fructueuse coopération entre les deux pays.

Les Dépêches de Brazzaville : Présent en Chine en qualité d'ambassadeur, quel regard portez-vous sur ce pays?

Daniel Owassa : Question ouverte qui appelle une réponse aussi générale. La Chine est un grand pays, pour ne pas dire un très grand pays, que vous preniez sa superficie, 9 596 961 km², ou sa population, plus d'un milliard d'habitants.

LDB : Les cinquante ans de l'amitié sino-congolaise seront célébrés ce 22 février 2014. Quelle signification donnez-vous à cet anniversaire?

D.O. : Il y a sans doute le faible que la communauté des humains éprouve vis-à-vis des chiffres ronds ou semi-ronds et c'est pour se conformer à cette tradition que les présidents Xi Jinping de la République populaire de Chine et Denis Sassou N'Guesso de la République du Congo avaient convenu, lors de la visite du chef de l'État chinois en République du Congo au mois de mars 2013, de célébrer ce cinquantième anniversaire avec un éclat particulier. Je crois comprendre que deux amis sincères saisissent là une occasion pour se réjouir et se féliciter de la qualité des relations qui unissent depuis cinquante ans

la Chine et le Congo. Quoi de plus normal que cela se passe au lendemain de l'historique visite au Congo du président Xi Jinping, la toute première d'un chef d'État chinois dans notre pays ? Tout un symbole, j'allais dire.

LDB : Comment envisagez-vous l'avenir des relations sino-congolaises?

D.O. : Je les vois se développer davantage les prochaines années, beaucoup plus sur les plans diplomatique et économique, à l'image de ce qu'elles sont aujourd'hui, que sur l'axe idéologique auquel les derniers développements politiques enregistrés dans les deux pays ont fait perdre son importance. Dans tous les cas, côté chinois, vous ne sentez pas de velléité d'exportation de «son socialisme», qui se veut propre et adapté à la réalité chinoise. Les deux pays étant par ailleurs respectueux des principes de souveraineté et de non-ingérence, j'exclus, à court terme tout au moins, un quelconque rapprochement idéologique entre les deux pays qui s'entendent pourtant bien sans idéologie, même si, il faut le rappeler, ils étaient tous les deux par le passé engagés dans la voie du communisme.

LDB : Vous qui observez la Chine de l'intérieur, quel est l'élément déclencheur de la mutation qui s'est opérée en Chine pour qu'elle bascule vers l'économie de marché?

D.O. : Je ne sais pas s'il y a lieu, comme dans une forme de déterminisme, de trouver un élément déclencheur de la mutation dont vous parlez. Je crois comprendre qu'il s'est agi d'un choix politique et souverain de la Chine, sous l'impulsion de Deng Xiaoping. C'est ce que l'histoire de ce pays ami semble retenir. Le Parti communiste chinois retient d'ailleurs

aujourd'hui comme repères de son action l'édification du «socialisme à la chinoise», le marxisme-léninisme, la pensée de Mao Zedong, la théorie de Deng Xiaoping, le concept de développement scientifique. C'est en fait à «la théorie de Deng Xiaoping» que nous devons ce choix révolutionnaire qui a mis, prudemment

en pays sous influence des puissances ou blocs derrière lesquels les uns et les autres étaient alignés.

À l'égard du Congo, on note aussi le même intérêt, doublé de la conscience qu'il s'agit ici de deux vieux amis qui n'ont pas attendu les jours heureux pour se lier d'amitié. Le temps passé ensem-

gnant. Nous pouvons, à la suite du président Denis Sassou N'Guesso lors du banquet offert en l'honneur de son homologue chinois en mars 2013, nous interroger également : «*quel colonialisme, quel néo-colonialisme?*». Je parie que si c'était le cas, certains pays africains se seraient déjà retirés du forum Chine-Afrique qui semble plutôt se renforcer d'année en année, cette Chine à qui certains font en même temps le reproche d'accorder des aides à l'Afrique sans condition.

LDB : S'il y a un secret que vous avez pu percer du leadership chinois, quel serait-il?

D.O. : Un secret, qui aurait alors cessé de l'être, je ne crois pas le connaître. Je sais seulement que, de manière pragmatique, sous la houlette du Parti communiste chinois, la Chine se donne les moyens de son développement économique et social, en se fondant sur le marxisme-léninisme, la pensée de Mao Zedong, la théorie de Deng Xiaoping, la pensée de la triple représentation et le développement scientifique. C'est cet ensemble qui sert de boussole au leadership chinois qui sait où il doit conduire le peuple. Et avec son drapeau rouge, la Chine fait aujourd'hui partie des pays les plus fréquentables et fréquentés au monde.

LDB : Cinquante ans après, quel bilan dressez-vous de la coopération sino-congolaise?

D.O. : Nous pouvons légitimement parler d'un bilan largement et globalement positif. La petite réflexion que je me fais personnellement est la suivante : imaginons un instant où et que serait le Congo avec dix partenaires comme la Chine cinquante ans après...

La Rédaction



Daniel Owassa

et progressivement, la Chine sur la voie de l'économie de marché dont on peut se féliciter aujourd'hui des résultats.

LDB : Vous rencontrez les plus hautes autorités chinoises. Quel est leur regard vis-à-vis de l'Afrique en général et du Congo en particulier?

D.O. : Vis-à-vis de l'Afrique, on peut dire que la Chine porte un regard très attentionné. Le forum Chine-Afrique, sous-tendu par le principe gagnant-gagnant, peut servir valablement d'illustration de tout l'intérêt que la Chine et ses dirigeants accordent de nos jours à l'Afrique après la guerre froide qui partageait notre conti-

ble (cinquante ans) et la constance dans l'amitié semblent être, dans le cas du Congo, les éléments qui font la petite différence avec beaucoup d'autres pays.

LDB : Comment les dirigeants réagissent-ils lorsqu'on les qualifie de néo-colonisateurs cherchant à passer par des aides pour continuer à piller les ressources africaines?

D.O. : Je crois que, généralement, les leaders chinois s'efforcent de se concentrer sur ce qui est essentiel, c'est-à-dire, dans ce cas précis, le renforcement du partenariat qui lie leur pays à l'Afrique suivant le principe gagnant-ga-

155.000 FCFA HT

Réf. 16050103

Extension garantie
1 an
retour atelier
30.000 FCFA HT

#21 020 200

Initiation Bureautique
50.000 FCFA HT

#21 110 009

- Initiation Bureautique de base. Une demi journée de formation.
- Extension de garantie 1 an retour Atelier. Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris d'écran, et hors support LOGICIEL.

Ordinateur

Dell Optiplex GX755
Intel Core Duo
RAM : 1Go
Windows Original
Disque Dur 80Go
Garantie 90 jours

+ **Offerts**

06 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

01 600 0000

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

CONGO-CHINE

Bilan d'un demi-siècle de coopération et perspectives

Une date marque le début des relations entre la République du Congo et la République populaire de Chine : le 22 février 1964. Ce jour-là, le président Alphonse Massamba-Débat apposait sa signature sur un communiqué conjoint portant sur l'établissement des relations diplomatiques.

Les relations sino-congolaises ont été amplifiées par les visites du président Denis Sassou N'Guesso en Chine : 1980, 1987, 2000, 2005 et la dernière, en avril 2010, à l'occasion de l'Exposition universelle de Shanghai.

Du Congo vers la Chine

Les visites présidentielles ont été suivies par des réunions de travail entre les deux pays notamment les voyages des ministres congolais des Affaires étrangères en Chine (1997, 1999, 2000, 2004 et 2006). En juillet 2012, Basile Koukébé s'est rendu à Beijing pour prendre part à la 5e Conférence ministérielle sur la coopération Chine-Afrique.

La récente visite de travail est celle que vient d'effectuer le ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances, du Plan, du Portefeuille public et de l'Intégration, Gilbert Ondongo, et d'autres personnalités du pays, du 8 au 21 janvier 2014 pour les préparatifs du cinquantième anniversaire des relations entre les deux pays.

De la Chine vers le Congo

Plusieurs hauts responsables chinois ont été reçus au Congo pour des visites de travail. Il s'agit notamment du vice-Premier ministre chinois du Conseil des Affaires d'État ; du Premier ministre, Wen Jiabao ; du Directeur général du département chargé des Affaires africaines, Sem Zan Ming ; du

gouverneur de l'Eximbank, Li Ruogu ; du vice-ministre du Commerce, Fu Ziying ; du ministre de l'Éducation nationale, Yuan Guiren ; du ministre de l'Agriculture, Hui Liangyu ; du vice-ministre du département international du Comité central du

Parti communiste Chinois (PCC), Ai Ping.

Entre temps, la République du Congo a attendu 49 ans pour recevoir un chef d'État chinois. Il s'agit du président Xi Jinping qui a séjourné au Congo du 29 au 30 mars 2013 avec, à la clé, de nombreuses activités dont l'inauguration de l'hôpital de base de Mfilou et de la grande bibliothèque de l'université Marien-N'Gouabi.



Vue arrière du barrage d'Imboulou

Une coopération consignée dans les accords

Comme socle de la coopération économique et technique, citons l'accord signé le 02 octobre 1964 à Pékin et celui instituant la Grande Commission mixte de coopération, signé le 27 mai 1982 à Beijing. Huit sessions sont à mettre à l'actif de cette grande commission dont la dernière a eu

La relance en mars 2013

La visite officielle du président chinois au Congo avait été marquée par la signature avec la partie congolaise d'une dizaine d'accords de coopération dans divers domaines.

Ces accords portent sur : la construction du port d'Oyo ; la construction de la centrale hydroélectrique de Liouesso (département de la Sangha) ; la construction du port minéralier à Pointe-Noire dont le mode de financement fera l'objet des discussions entre les deux parties ; la promotion du développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) entre la Banque chinoise de développement et la Banque de développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) ; la fourniture de téléfilms chinois ; la construction de logements sociaux (prêt préférentiel de 370 millions de Yuans) ; l'aide sans intérêt de 100 millions de Yuans ; l'aide matérielle d'un million de Yuans au nom de la première



L'hôpital de M'Filou

dame de Chine ; la construction du lycée de Mpila (prêt préférentiel de 400 millions de Yuans) et la construction de 200 logements sociaux.

En revanche, la convention de financement d'un montant de trois cents millions d'euros en faveur des PME avait été signée en octobre 2013 à Beijing. Elle sera mise en œuvre cette année.

La Chine est très impliquée dans tous les grands travaux de modernisation du pays. D'un coût global de 280 millions de dollars, la centrale hydraulique d'Imboulou donne la mesure de cette ambition de modernisation. Le siège du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, la maison de la radio et de la télévision nationale, la bibliothèque universitaire de Brazzaville, deux hôpitaux ainsi que cinq marchés modernes, sont le fruit de cette coopération.

En échange, la Chine bénéficie de plus en plus de l'exploitation des immenses ressources en matières premières, présentes sur le sol congolais. Des accords de coopération ont été signés dans les domaines forestier, minier et pétrolier.

«Une option stratégique de longue date»

«La Chine fait grand cas de la volonté de coopération de la République du Congo. Elle continuera à aider le Congo-Brazzaville. Le gouvernement chinois encourage les entreprises chinoises à contribuer au développement des Zones économiques spéciales au Congo-Brazzaville», affirmait le président chinois en mars 2013, lors de sa visite à Brazzaville. Et d'ajouter, en parlant du continent: «L'Afrique doit compter sur la solidarité pour son propre développement. La coopération amicale avec les pays africains est pour la Chine un principe majeur de la politique extérieure, et une option stratégique de longue date.»

Pour le président Denis Sassou N'Guesso, la Chine a su respecter et aider l'Afrique sans jamais

s'ingérer dans les affaires intérieures des pays africains. «Ceux qui parlent de néocolonialisme vis-à-vis de la Chine ont des arrières-pensées», a prévenu Denis Sassou N'Guesso. Selon lui, les peuples africains accueillent très favorablement la présence de la Chine qu'ils souhaitent voir jouer un rôle encore plus important dans la promotion de la paix, de la stabilité et du développement de leur continent.

Comment se présente l'avenir entre les deux pays?

Selon le département Afrique/Asie du ministère des Affaires étrangères, certains projets pourront faire l'objet d'accords qui seront signés lors de la visite d'État en Chine du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Parmi lesquels : la création d'un centre aéronautique à Brazzaville ; la construction du chemin de fer Pointe-Noire-Ouessou ; la modernisation du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) ; la construction d'une nouvelle usine de traitement d'eau sur la rivière Loemé à Pointe-Noire ; la construction de l'École supérieure de formation aux métiers de la poste et des communications électroniques à Brazzaville ; la réhabilitation du Palais des congrès dont les travaux sont en cours ; la délocalisation des entreprises chinoises dans les zones économiques spéciales et les zones industrielles en création ; la création d'une banque commerciale sino-congolaise.

Par ailleurs, le protocole d'exécution de l'accord de coopération culturelle pour les années 2014-2016 entre les gouvernements congolais et chinois, sera également signé lors de la commission mixte. Enfin, signalons qu'EXIM Banque a mis en place des lignes de crédits d'un montant total de 3,4 milliards de Yuans RMB, soit 238.000.000.000 FCFA pour le financement d'une trentaine de projets.

Yvette-Reine Nzaba



Un point de péage sur la Route nationale n°1

Store
OFIS



21.5"

Nouveau

LENOVO Edge 72z

712 500 FCFA HT

Livré avec Windows 7 Pro 64

Extension garantie
2 ans
retour atelier
90.000 FCFA HT

Initiation Bureautique
100.000 FCFA HT

• Initiation Bureautique de base pour la suite MICROSOFT OFFICE 2013. Une demi journée de formation.

• Extension de garantie 2 ans retour Atelier. Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris d'écran, et hors support LOGICIEL.

OFIS
TRAINING
Center

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

Agence de Pointe-Noire
100, Avenue Charles de Gaulle
Face à l'Hotel Regalia

Agence de Brazzaville
Boulevard Sékou Touré Centre Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

FESTIVAL DU FILM AFRO-AMÉRICAIN

La deuxième édition s'est ouverte à Brazzaville

Stephanie Sullivan, nouvelle ambassadrice des États-Unis d'Amérique au Congo, a patronné la cérémonie d'ouverture de ce festival, le 19 février, à l'Institut français du Congo (IFC).

L'organisation de cette deuxième édition du Festival du film Afro-américain qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du mois de l'histoire Afro-américaine, intervient après la première édition qui s'était tenue avec succès en 2013. C'est la raison pour laquelle, Philippe Righini, chargé d'affaires à l'ambassade de France, a rappelé à l'auditoire qu'il y a un peu plus d'un an, l'ambassadeur des États-Unis au Congo avait saisi l'ambassade de France pour s'associer à eux en vue de la projection des films liés au festival du film Afro-américain. Une demande qui avait connu un avis favorable car, pour l'ambassade de France, disposer d'un espace comme l'IFC permet à leur pays de diffuser la culture française, ainsi que la culture congolaise, mais leur permet également de diffuser la culture des pays amis. Tel est le cas avec le Festival du film Afro-américain.

Ainsi, devant le succès de la première édition du Festival du film Afro-américain, l'ambassade des États-Unis d'Amérique a souhaité renouveler cette opération toujours avec la participation de l'ambassade

de France par le biais de l'IFC. Cette deuxième édition est assortie de films biographiques.

Ouvrant le Festival du film Afro-américain, l'ambassadrice des États-Unis au Congo, Stephanie Sullivan, s'est appuyée sur le discours du président Barack Obama sur l'État de la nation cette année, lorsqu'il dit: «*Notre liberté, notre démocratie, n'ont jamais été chose aisée. Nous trébuchons parfois ; nous commettons des erreurs ; nous nous sentons contrariés ou découragés. Mais depuis plus de deux cents ans, nous mettons tout cela de côté et serrons les rangs pour faire tourner la roue du progrès.*»

Puis elle a ajouté que prendre la parole ce jour, ne relève pas seulement d'un devoir en tant que chef de mission à l'ambassade des États-Unis d'Amérique au Congo, mais c'est aussi un grand honneur comme représentant personnelle du premier président noir des États-Unis d'Amérique, Barack Obama. L'élection du premier président noir, dit-elle, continue à conférer un sens particulier au mois de l'histoire Afro-américaine.

Cette année est particulière car elle marque le cinquantième anniversaire de l'adoption de la loi historique sur les droits civiques. En effet, l'histoire Afro-américaine, qui fait partie de l'histoire entière des États-Unis, a conduit ce pays vers une société plus

égalitaire, plus humaine, et plus juste.

Un peu d'histoire sur la semaine Afro-américaine

L'histoire de la semaine Afro-américaine remonte à 1926 lorsque Carter Woodson, un historien renommé, institue «La semaine de l'histoire des Afro-américains». Il avait choisi la deuxième semaine de février afin que cette semaine coïncide avec les anniversaires d'Abraham Lincoln et de Frederick Douglass.

C'est finalement en 1976, année du bicentenaire du pays que le président Gerald Ford, a décidé d'étendre cette semaine à un mois. Il avait profité de cette occasion, pour exhorter les Américains à rendre hommage aux réalisations des Américains de race noire dans tous les domaines, qui sont trop souvent ignorés. C'est pourquoi, à travers cette deuxième édition, l'ambassade des États-Unis d'Amérique au Congo a fait de ses mots un idéal commun à eux tous. Ainsi donc, grâce aux efforts fournis par les Américains courageux tels que le révérend docteur Martin Luther King Jr et Madame Rosa Parks, les États-Unis sont plus qu'unis. Le monde les regarde comme un exemple de progrès qui se traduit par la recherche de l'égalité et de la justice pour tous sans distinction de couleur de peau. D'ailleurs, par leur détermination, beaucoup d'Afro-Américains

se distinguent dans cette société encore aujourd'hui. C'est le cas de madame Ruth Simmons, qui, en 2001, est devenue le premier président Afro-américain d'une université réputée de haut niveau. Elle est aussi la première femme présidente de l'université de Brown, où elle est restée jusqu'à sa retraite. L'actuelle ambassadrice des États-Unis au Congo, ancienne étudiante de cette université, s'est beaucoup inspirée d'elle. Et ici au Congo, madame Robin Sanders a été la première femme-ambassadrice américaine accréditée dans ce pays. C'est elle qui a lancé les travaux de la nouvelle ambassade des USA au Congo en 2007. L'ambassadrice Sanders, Afro-américaine, représente la diversité et l'inclusion des États-Unis d'Amérique.

La diplomate américaine a précisé que la célébration du mois de l'histoire Afro-américaine ne se limitera pas au simple rappel de l'histoire sur des violations des droits civiques. Au-delà, ils reconnaissent le courage des Afro-américains à se distinguer comme peuple, et celui des États-Unis à s'affirmer comme une nation diverse en constante amélioration. «*C'est ainsi que chaque année en février, le mois de l'histoire Afro-américaine met en évidence les luttes et les triomphes des millions d'Américains face à de terribles obstacles - à savoir l'esclavage, la privation des*

droits civiques, la discrimination- et leurs contributions malgré ces défis, à la construction des États-Unis d'Amérique», a déclaré Stephanie Sullivan.

Une programmation exceptionnelle consacrée cette année aux films biographiques

La première soirée a été consacrée au film «Lincoln». À travers cette projection, l'auditoire a mieux compris la lutte du président Lincoln pour mettre fin à l'esclavage. Par ailleurs, au cours des prochains jours, le public connaîtra mieux les États-Unis et le peuple Afro-américain à travers des films montrant des exemples de leur triomphe. C'est le cas du joueur de baseball qui intégra le sport professionnel, Jackie Robinson, ou du champion du monde de boxe, Mohamed Ali. D'autres histoires sont moins connues, comme celle d'une fille qui gagna un concours d'orthographe face aux défis énormes qui se présentaient à elle, et celle d'un homme qui servait loyalement son pays quoique celui-ci pensait qu'il n'était pas égal aux autres.

Dates de projection: «L'histoire de Jackie Robinson», le jeudi 20 février; «Mohamed Ali», le vendredi 21 février; «Akeelah and the Bee», et «Le Major-dome» (The Butler), le samedi 22 février, date de la clôture du festival.

Bruno Okokana



Secrétariat Général



DEPARTEMENT DE L'INTEGRATION PHYSIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE

Avis particulier de passation de marché

INVITATION A SOUMISSIONNER N°: 001/CEEAC/SGA/DIPEM/DI-st/pdct-ac/2014

Date: 14 février 2014

Référence des accords de financement :

- Don n°2100155016367;
- Accord de prêt n°2100150020794.

1.L'invitation à soumissionner suit l'avis général d'acquisition pour ce projet qui a été publié sur UNDB online n°AfDB288-761/09 du 06/10/2009 et sur le site Web du groupe de la Banque Africaine de Développement.

2.La République du Cameroun et la République du Congo ont reçu un financement de la Banque Africaine de Développement pour couvrir le coût du projet d'aménagement de la route Ketta-Djoum et de facilitation du transport sur le corridor Brazzaville-Yaoundé. Une partie des fonds de contrepartie de ce financement serviront aux paiements des dépenses liées au marché des travaux de construction du Poste de Contrôle Unique Frontalier (PCUF) de Ntam à la frontière entre le Cameroun et le Congo.

3.Le Secrétariat général de la CEEAC, Organe de Coordination générale du projet et d'exécution du volet « construction du PCUF » invite par la présente des offres sous pli fermé de la part des soumissionnaires éligibles pour l'exécution des travaux. Ceux-ci comprennent :

Bâtiments en dur :

- Un bâtiment central, niveau RDC, d'une superficie de 1 100 m², ossature en dur ;
- Huit (8) blocs de logements de superficie totale 512 m². Chaque bloc a une superficie de 64 m² et comporte des unités d'hébergement (2x32 m²) ;
- Une infirmerie de superficie 136 m² ;
- Un local de sécurité se surface 40 m²
- Un poste de contrôle fourrière de surface 60 m² ;

-Deux blocs de toilettes de surface (2 x 32 m²) ;

Magasin et entrepôt en charpente métallique :

- 1 magasin de stockage de superficie 305 m² ;
- 1 hangar d'entrepôt de superficie 100 m² ;

Des équipements :

- Poste de contrôle des charges : pont bascule et bloc technique : 45 m²
- Forage et château d'eau en béton armé de 40 m³ de capacité ainsi qu'une station de pompage de superficie 32 m² ;
- Un local de poste électrique d'environ 52 m² ;

Aires et parkings

- Parking de poids lourds : 1 800 m² ;
- Aire de stationnement véhicules légers : 700 m² ;
- Une clôture grillagée haute de 3,00 mètres et d'un linéaire de 1 200 m. Une guérite 2,00 m x 2,00 m est placée à l'entrée.

4.Les soumissionnaires éligibles intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et consulter le dossier d'appel d'offres aux adresses suivantes :

Au Secrétariat général de la CEEAC
Département de l'Intégration Physique, Economique et Monétaire,
Cellule de Coordination et de Programmation des Infrastructures et de Facilitation des Transports
Mairie de Haut de Gué Gué
BP 2112 Libreville-République Gabonaise
Tél/Fixe : +241 01 44 47 31 ; Fax + 241 01 44 47 32

Contact : Monsieur Jonas TAKODJOU
Mobile : + 241 07 75 01 99 / 241 06 65 70 03
E-mail : jtakodjou@yahoo.fr,

Au Congo

Délégation Générale des Grands Travaux (DGGT)
3, Rue du Poisson Salé BP 1127 Brazzaville-République du Congo
Tél. : +242 81 47 13 ; Fax : +242 81 40 21
Contact : Monsieur BATOUNGUIDIO
Mobile : +242 06 95 68 664
E-mail : batoung10@yahoo.fr

Au Cameroun

Ministère des Travaux Publics,
Direction des Investissements et de la Protection de l'Environnement Routier
Cellule de Suivi de l'Exécution des projets routiers (CSEPR- BAD/BM)
Contact : M. Jean Michel MBELLA EBOUMBOU
Coordonateur de la Cellule BAD-BAD/BM
Téléphone : +237 22 22 44 51 ; Fax : + 237 22 23 48 78 / 22 22 22 94
Mobile : + 237 99 98 81 63
E-mail : michellabella2009@yahoo.fr

5.Un jeu complet de dossier d'appel d'offres peut être acheté par les soumissionnaires intéressés sur soumission d'une demande écrite à l'une des adresses indiquées ci-dessus et suite au règlement d'un droit non remboursable de cent cinquante mille (150 000) FCFA, dans le compte bancaire

numéro 40005 00001 00400046002-45, code swift : CITIGALX, domicilié à CITI-BANK GABON, sous l'intitulé « CEEAC-ROUTE KETTA-DJOUJ ». Les originaux des reçus de paiement des frais d'acquisition du DAO devront être joints à l'offre, faute de quoi celle-ci sera rejetée.

6.Les dispositions dans les instructions aux soumissionnaires et dans les conditions générales du contrat sont les dispositions du dossier d'appel d'offres de la Banque Africaine de Développement. Dossier Type d'appel d'offres; Acquisitions de Travaux de taille moyenne.

7.Les offres doivent être soumises à l'adresse suivante : Cabinet du Secrétaire Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, Mairie de Haut de Gué Gué, BP 2112 Libreville(Gabon), Tél/Fixe : +241 01 44 47 31 ; Fax + 241 01 44 47 32, au plus tard le 15 avril 2014 à 10 heures, heure locale et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinquante millions (50 000 000) FCFA.

8.Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent être présents le 15 avril 2014 à 11 heures à la Salle des Conférences du Secrétariat général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, Mairie de Haut de Gué Gué, BP 2112 Libreville(Gabon), Tél/Fixe : +241 01 44 47 31 ; Fax + 241 01 44 47 32.

THÉÂTRE

«Une heure avant la mort de mon frère» jusqu'au 22 mars à Paris

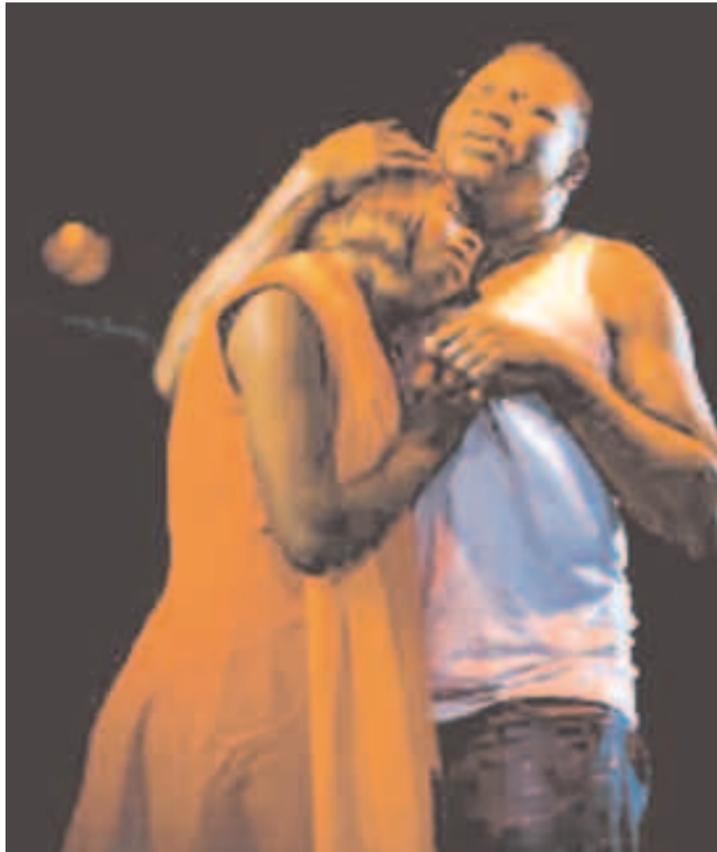
Chaque samedi à 19h30, dans un petit théâtre du quinzième arrondissement, le Théo Théâtre, est jouée la pièce de l'Australien Daniel Keene par le duo formé par le comédien congolais Felhyt Kimbirima et la comédienne sénégalaise Fama Ly.

Le spectacle est court (1h15), la salle est petite, mais ce qui s'y déroule est intense. La proximité avec les comédiens et l'âpreté du propos fait que le public n'en sort pas indemne. Les comédiens portent le texte, ils nous émeuvent, nous font sourire et cultivent le mystère : qu'a-t-il bien pu se passer entre ce frère et cette sœur il y a quelques années ? Toute la pièce se passe à huis clos, dans une cellule de prison. Martin dispose d'une heure avec Sally avant d'être pendu, il a été condamné à mort pour meurtre.

D'emblée, l'ambiguïté de leur relation est palpable. Des incur-

sions dans le passé, des prises de parole du père et de la mère nous permettent de comprendre petit à petit l'histoire familiale. Une enfance brisée entre la mère partie trop tôt, le père sombrant dans l'alcoolisme et une séparation brutale. Le soupçon d'inceste plane, les non-dits, les événements cachés : il est temps pour eux de tout se dire. «C'est un théâtre qui me parle, nous a confié Felhyt Kimbirima, un texte qui nécessite d'aller chercher au plus profond de soi, de livrer une performance sans artifice et de faire appel au corps.»

Ce texte a été écrit par un auteur australien en 1985, mais il traite de sujets intemporels, ce qui lui confère son universalité. La pièce a d'ailleurs été jouée un peu partout dans le monde et a fait connaître Daniel Keene en France. Le spectacle est porté par deux compagnies de théâtre : la Compagnie Baobab-Bi de



Les comédiens sur scène (© James Bihouise)

Fama Ly qui a initié le projet et la Compagnie Volubilis de Véronique Essaka-de Kerpel, qui l'a mis en scène, et Ludovic Goma, qui a créé l'environnement sonore et musical de la pièce à l'aide de sa sanza et de ses percussions. Une berceuse sénégalaise, une vieille rumba congolaise, les influences se mêlent sans bizarrerie.

Les quatre compères avaient déjà travaillé ensemble sur *Tailleur pour dames* de Georges Feydeau monté en 2011 par Volubilis. Le travail de création pour ce projet s'est fait dans le cadre d'une résidence de trois semaines à la MJC de La Celle-Saint-Cloud, en région parisienne. La première a eu lieu en novembre dernier.

À la suite de ces deux mois de représentation parisienne, ils espèrent pouvoir faire tourner ce spectacle dans de grands théâtres. Ce serait mérité. À vos agendas !

Pauline Pétesch

TAEKWONDO

Selon Me Goma Kamba, «les athlètes nationaux ont un niveau prometteur»

L'expert franco-congolais, ceinture noire 4e dan, a fait le bilan du stage et de la compétition d'évaluation qu'il a récemment dirigés à Brazzaville.

Les taekwondins nationaux laissent entrevoir une lueur d'espoir après le stage auquel ils ont pris part. Trois jours de dur labeur, suivis d'une compétition évaluative ont permis à Me Goma Kamba et aux autres techniciens de la Fédération congolaise de la discipline (Fécotae) de comprendre que les athlètes sont talentueux. Même si les imperfections sur des aspects technico-tactiques ne manquent pas.

«Les taekwondoïns que j'ai vus sur le tatami sont capables de rapporter des médailles dans diverses compétitions. Mais il y a encore du travail à faire», a déclaré l'expert. Me Goma Kamba a, par ailleurs, reconnu que tous les athlètes n'avaient pas le même niveau. Les raisons sont liées à la qualité du tra-



Me Goma Kamba

vail réalisé dans les clubs, notamment dans les dojos de l'intérieur du pays, et aux efforts personnels des athlètes pour atteindre le haut niveau. Les arts martiaux ne se pratiquent pas seulement dans les cours, disent les sachants.

Pour permettre aux athlètes en retard de rehausser leur niveau, l'expert élaborera des fiches techniques sur les faiblesses de chaque taekwondoïen ayant pris part à ce stage. Le travail se fera avec des vidéos réalisées à cette occasion. Les fiches seront ensuite mises à la disposition des entraîneurs nationaux et aux encadrants dans les clubs, qui ont la charge de former les compétiteurs à la base.

«Nous devons faire en sorte que les athlètes n'aient pas un niveau à deux vitesses», a expliqué Me Goma Kamba, en insistant sur l'état d'esprit des compétiteurs. Selon lui, les athlètes doivent prendre conscience de leur responsabilité

dans la défense des couleurs nationales. «On ne peut pas construire une équipe nationale solide sans patriotisme. Les mentalités à ce propos doivent changer», a-t-il déclaré.

Un avis partagé par le président de la Fécotae, Stanislas Mbys, qui a par ailleurs souligné que le stage avait porté ses fruits. La Fécotae a fait de son mieux pour que tout se passe bien d'amont en aval. Il a promis que l'expert reviendrait dans trois mois environ pour poursuivre le travail de formation. Les athlètes, a-t-il poursuivi, ne doivent pas uniquement s'intéresser aux compétitions. Ils ont intérêt à travailler sur d'autres compartiments du taekwondo, notamment les poomsés, le self-défense... Ainsi, pour pérenniser l'initiative, le soutien doit être au rendez-vous, sinon, selon lui, la fédération finira par s'essouffler.

Rominique Nerplat Makaya

 **Camair-Co**
L'étoile du Cameroun

GSA CAMAL VOYAGES

CAMAIR-CO CONGO - Brazzaville - Immeuble Yoka Bernard. Email : resabzv@camair-co.net

**Nos destinations : DOUALA – YAOUNDE – KINSHASA - COTONOU – ABIDJAN – LIBREVILLE
- N'DJAMENA – NGAOUNDERE - GAROUA – MAROUA - PARIS
3 FOIS PAR SEMAINE : MARDI – JEUDI – DIMANCHE**

Contacts : 06 827 07 54 // 05 070 73 74

**PROFITEZ DE LA FLEXIBILITE ET
DES PETITS PRIX CHEZ CAMAIR-CO !!!**

Brazza-Douala-Brazza à partir de 155.200 fcfa ttc

Brazza-Douala à partir de 114.200 fcfa ttc

Douala-Brazza à partir de 91.000 fcfa ttc

Brazza-Cotonou-Brazza à partir de 208.600 fcfa ttc



AVIS DE RECRUTEMENT

Responsable des Ressources Humaines H/F

La Société Générale Congo, filiale du Groupe Société Générale, recherche un Responsable des Ressources Humaines. L'intéressé sera rattaché au Secrétaire Général et aura pour tâches spécifiques de :

- Mettre en place une politique RH pour la SG Congo en cohérence avec les enjeux business et les politiques du Groupe Société Générale.
- Gérer des processus de communication employeur, recrutement, d'intégration, de formation, de rémunération, de gestion de carrière et de développement RH.
- Implémenter, optimiser et suivre les procédures RH en renforçant le lien de proximité avec les managers opérationnels.
- Conduire des projets RH.
- Gérer les relations sociales et le respect de la législation sociale.
- Gérer le personnel.

Profil recherché

- Justifier d'au moins 10 années d'expérience à un poste de Directeur des Ressources Humaines dont une partie significative au sein d'un groupe international et/ou d'une entité multi-sites.
- Avoir une solide expérience managériale, acquise en Afrique et idéalement dans la zone sub saharienne.
- Maîtriser parfaitement le français.

Qualités

- Vision stratégique du management des ressources humaines
- Charisme naturel.
- Très bonnes aptitudes en matière de conduite du dialogue social

La Société Générale Congo vous offre la possibilité de rejoindre un groupe bancaire international avec un plan de carrière professionnelle évolutif.

Les postulants sont priés de déposer leur dossier de candidature sous pli fermé avec la mention « Responsable Ressources Humaines » au Siège de la banque sis Avenue Amilcar Cabral à Brazzaville. Ils peuvent également adresser leur candidature à l'adresse suivante: rh.sgc@socgen.com

Composition du dossier :

- Un CV
- Une lettre de motivation
- Copie légalisée des diplômes

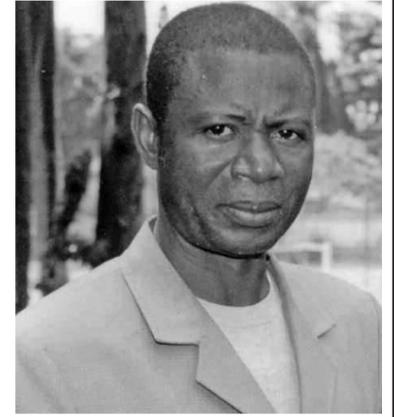
Date limite de dépôt des candidatures : 6 mars 2014

NÉCROLOGIE

La Direction de la société GPL S.A a le regret d'annoncer aux agents, amis et connaissances le décès de monsieur Mboma Jean, chef de service Technique et Approvisionnements survenu, le jeudi 13 février 2014 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°178, rue Abala (Avenue Boulangerie vers l'école 18 mars), quartier Petit chose. La date de l'enterrement sera communiquée ultérieurement. La Direction de GPL SA, au nom de ses collaborateurs, présente ses condoléances à la famille éprouvée.

La Direction de GPLSA



IN MEMORIAM

22 février 2012 – 22 février 2014

Voici deux ans que le Seigneur, notre Dieu, rappelait à lui notre fille et sœur, Marie Paule Thérisia Samory.

A l'occasion de ce triste anniversaire, Jean Bernard Anaël Samory, madame et les enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour elle. A jamais tu demeures dans nos cœurs. Que ton âme repose en paix.

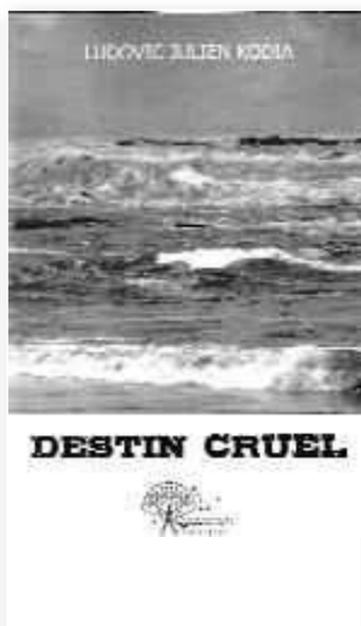


APPEL D'OFFRES

Cherche une personne dynamique, avec un bon esprit du travail pour être maître chien ayant une expérience avec des chiens, de préférence dressage des chiens.

Appel : 05 615 41 10

EN VENTE À LA LIBRAIRIE "LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE"



NORD-KIVU

Vital Kamerhe donne le go de la pré campagne

À toutes les étapes de sa tournée dans cette province, le président de l'UNC se positionne comme une alternative crédible face au pouvoir actuel en perspective de l'échéance de 2016.

À la suite de Joseph Kabila qui venait de séjourner à l'est du pays libéré après la débâcle infligée aux rebelles du M23, Vital Kamerhe a aussi pris le pari d'effectuer une tournée à l'est du pays sous le couvert de la fameuse « caravane de la paix ». Nonobstant les tribulations ayant caractérisé ce déplacement avec, en toile de fond, l'interdiction de décoller qu'on lui a imposée par deux fois, le président de l'Union pour la Nation (UNC) a finalement quitté Kinshasa par la grande porte. Le coup de gueule de la délégation de l'Union européenne qui a dénoncé ces restrictions faites sur les opposants avait largement contribué à décanter la situation. Sur place à Goma, le moins qu'on puisse dire, est que le leader de l'UNC a une fois de plus démontré ce qu'il vaut dans cette partie du pays. Tous les ingrédients étaient réunis pour lui réserver un accueil digne de ce nom. Bains de foule, chants et danses, calicots aux couleurs de l'UNC, marches à pied, etc. Bref, l'accueil était à la dimension de l'homme pré-



Arrivée de Vital Kamerhe à Goma

senté comme une alternative crédible par rapport à l'actuel pouvoir. Ce déplacement a le mérite de poser les jalons d'un succès électoral de l'UNC et de son mentor à l'horizon 2016. Difficile de tracer la ligne de démarcation entre une activité politique routinière de l'UNC venue sensibiliser sa base de l'est du pays et une pré campagne électorale ten-

dant à positionner d'ores et déjà Vital Kamerhe comme virtuel challenger de Joseph Kabila en 2016. Dans un meeting à Goma devant une foule innombrable et compacte, Vital Kamerhe a de nouveau martelé sur l'expiration le 6 décembre 2016 du mandat de Joseph Kabila espérant que la Constitution sera respectée quant à ce. Son discours n'a pas

changé d'un iota et reste toujours ponctué par des pamphlets contre l'actuel pouvoir qu'il tient pour responsable de tous les maux dont souffrent aujourd'hui les Congolais. S'agissant de la sécurité des biens et des personnes, le leader de l'UNC a livré sa petite recette avec, à la clé, l'exigence pour les groupes armés de déposer les armes. « Nous demandons à nos enfants Mai-Mai de déposer les armes. Les Mai-Mai devraient savoir que l'arme est dangereuse dans la brousse pour nos mères, pères et nos enfants. Cela profite aux ennemis étrangers », a-t-il déclaré.

La sécurité des civils devrait, a-t-il ajouté, être l'apanage des seules Fardc et de la Monusco. De la même manière, les forces étrangères (FDLR, ADF/Nalu, LRA) qui occupent le territoire national devraient retourner chez elles. « Ce que nous souhaitons, c'est la paix aussi bien en RDC qu'en Ouganda et au Rwanda », a-t-il lâché avant de plaider pour la mise sur pied d'un mécanisme favorisant le retour volontaire des combattants des groupes armés étrangers. Un discours très applaudi par les « Goma-traciens » visiblement acquis à la cause de l'UNC. Après l'étape de Goma, son fief de Bukavu est dans

l'agenda de Vital Kamerhe. « Bukavu, c'est le fief de Kamerhe. Ici, il y aura un monde fou pour l'accueillir », a indiqué Bomporiki, un élu du coin, précisant qu'avant d'y arriver, le président de l'UNC fera une escale à Beni et à Butembo où il tiendra des meetings, sans oublier son passage sur le lieu où a été assassiné le colonel Mamadou Ndala. Si d'aucuns applaudissent le discours de Vital Kamerhe estimant qu'il est rassembleur, d'autres par contre le trouvent simplement démagogique avec des senteurs électoralistes très prononcées alors qu'on est encore loin des échéances. Qu'on le veuille ou pas, le go de la pré campagne électorale est déjà lancé à l'est du pays. Vital Kamerhe veut capitaliser ses chances de succéder à Kabila en mettant en condition l'électorat de l'est du pays dont on connaît l'influence sur les joutes électorales. Avec un Étienne Tshisekedi amorphe et ployant sous le poids de l'âge (il aura atteint 84 ans en 2016) et vraisemblablement non partant pour 2016 et un Jean Pierre Bemba toujours détenu à la Haye, Vital Kamerhe sait qu'il est de plus en plus proche de son destin. Quitte à mieux négocier le virage. Car les choses ne seront pas aussi simples qu'il le croit.

Alain Diasso

OPPOSITION RÉPUBLICAINE

Le MLC n'est pas partie prenante

Secrétaire général adjoint chargé de la coordination des fédérations et président du groupe parlementaire MLC à l'Assemblée nationale, Alexis Lenga refuse toute inféodation de son parti dans un quelconque regroupement politique.

« Le MLC respecte le choix des personnalités et partis politiques qui ont créé l'opposition républicaine, mais n'est pas partie prenante dans cette plate-forme ». Ces propos du secrétaire général adjoint du Mouvement de libération du Congo (MLC), tenus lors d'un entretien avec les Dépêches de Brazzaville, permettent de dissiper tout malentendu à ce sujet. Alexis Lenga affirme sans ambages que son parti n'est pas concerné par cette nouvelle mouvance politique. Tout en laissant aux uns et autres la liberté d'initiative, de choix, d'opinion et d'association, il brandit la loi portant statut de l'opposition qui stipule en son article 18 que l'opposition parlementaire désigne en son sein un porte-parole ayant rang de ministre d'État et à qui le gouvernement donne les moyens de son action. « C'est depuis 2006 que le MLC attend la désignation de ce porte-parole de l'opposition » a-t-il fait remarquer. Une façon polie de rejeter une initiative qui visiblement paraît comme une pure distraction parce que s'écartant d'une dynamique déjà amorcée.

Alexis Lenga réfute, par ailleurs, toute inféodation du MLC dans un quelconque regroupement politique. « Lors de la cérémonie

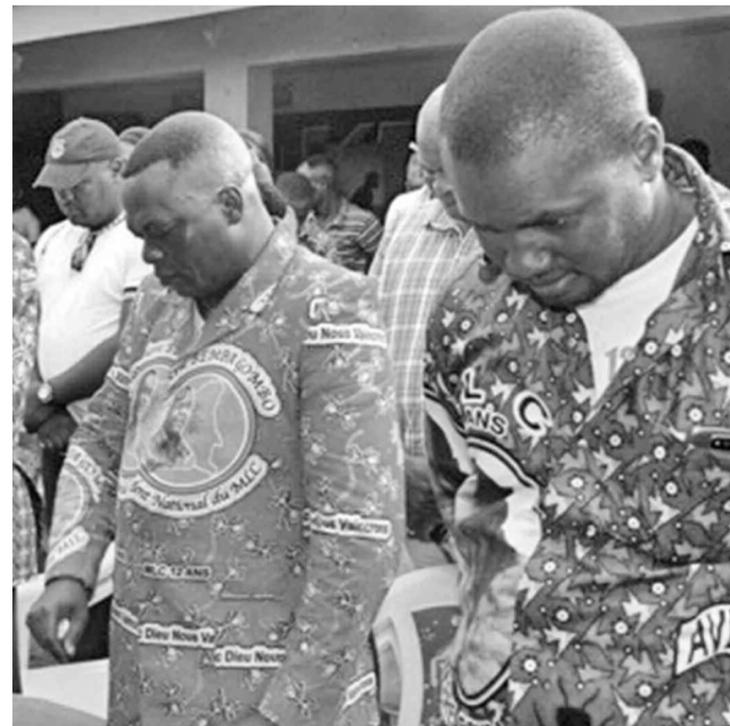
d'échange des vœux à la permanence du parti, le MLC avait annoncé des contacts avec d'autres forces de l'opposition pour la mise en place d'une plate-forme électorale pour 2016. Dans sa récente histoire en 2006, le parti avait fédéré autour de lui des forces politiques crédibles et significatives à travers le Renado et l'UN pour soutenir la candidature de Jean Pierre Bemba au premier et au second tour de l'élection présidentielle de 2006 », a-t-il expliqué tout en martelant sur la vision du MLC de fédérer autour de lui des forces politiques crédibles pour l'alternance en 2016. C'est cela le leitmotiv du MLC qui ne fait plus mystère sur ses vraies ambitions en tant que l'un des partis phares du paysage politique national. « Nous sommes une grande machine politique de la RDC significativement représentée au Parlement. Pour fédérer des forces autour de lui, le MLC n'a pas à s'inféoder aux autres groupes. Nous avons nos propres stratégies de combat politique mais in fine, nous plaçons pour que l'opposition se présente unie face à l'actuelle majorité lors de la prochaine élection présidentielle et bien d'autres scrutins », a-t-il indiqué.

Toujours constant dans ses prises de position notamment en ce qui concerne la formation du gouvernement de cohésion nationale, le parti de Jean Pierre Bemba est loin d'en faire une préoccupation. Cette perspective n'émeut nullement Alexis Lenga qui remet les pen-

dules à l'heure. Le MLC, a-t-il indiqué, était parti aux concertations nationales pour faire le point sur la marche du pays en vue de la réconciliation des fils et filles de ce pays. Et Alexis Lenga d'ajouter « qu'il n'était nullement question pour nous de réclamer une Conférence nationale bis ou un Sun City bis ou pour quémander des postes ministériels, ou encore de signer un pacte pour la mise en place d'un gouvernement de cohésion nationale. Ce cadre du MLC précise qu'aucun parti de la majorité ou de l'opposition n'a proposé une telle démarche lors des dites assises. C'est plutôt le chef de l'État, a-t-il soutenu, qui en a fait l'annonce.

Pas de procès équitable pour Bemba

Abordant le cas Jean-Pierre Bemba toujours détenu à la Haye, Alexis Lenga a dénoncé toutes les manœuvres dilatoires orchestrées au niveau de la CPI pour retarder le déroulement de son procès. « En novembre 2013, un deuxième dossier a été créé de toute pièce contre Jean-Pierre Bemba par la CPI en violation du droit de la défense. Il est inadmissible que dans une juridiction internationale comme la CPI, que la défense d'un prévenu soit paralysée au mépris des principes et règles des statuts de Rome en plaçant sur écoute téléphonique les avocats et leur client Jean Pierre Bemba », a-t-il fait observer. Tout le retard constaté sur le déroulement du procès résulterait, de son point de vue, de cette manœuvre. Autre



Des cadres du MLC au cours d'une matinée politique à Maluku

conséquence, égrène-t-il, « c'est le fait que Jean Pierre Bemba ait été contraint de se choisir de nouveaux avocats après la mise en cause de Me Aimé Kilolo et les autres ». Cette situation a entraîné le ralentissement de la procédure et du procès dont les audiences se déroulent présentement à huis clos. Tout ceci, pense-t-il, n'augure rien de bon. Rien ne présage que son mentor ait droit à une justice équitable « d'autant plus qu'on est en train de faire exception des règles universellement reconnues, notamment les statuts de Rome qui interdisent au procureur et aux juges de pénétrer ou d'intercepter les communications entre le prévenu et ses avocats ». Il plaide pour que les juges et la procureure de la CPI se conforment aux prescrits universels des

droits de l'homme dans le procès Jean Pierre Bemba.

Accusé de léthargie, le MLC a, par ailleurs, entrepris une série d'activités marquées par les descentes de ses cadres à la base avec Kinshasa comme première étape. Le secrétaire général adjoint chargé de la coordination des fédérations et président du groupe parlementaire MLC à l'Assemblée nationale fait partie des animateurs de cette action. À Maluku, dans la périphérie est de Kinshasa, Alexis Lenga a communiqué avec la base du MLC qu'il a tenu informée sur l'évolution du parti avec, en prime, le développement du procès Jean Pierre Bemba. Preuve que le MLC continue de fonctionner même en l'absence de son leader.

A.D.

KINSHASA

L'eau en sachet revient

Les vendeurs de cette eau de consommation courante sont depuis un certain temps visibles à travers les différentes communes de la capitale congolaise, même en plein centre-ville.

L'eau en sachet, pourtant interdite de vente par l'autorité urbaine, est revenue en force dans les différentes communes de la capitale congolaise. Des vendeurs de cette eau en sachet envahissent les rues de la ville, voire du centre-ville, afin d'offrir ce breuvage bon marché.

Pourtant il y a quelques mois, le gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuta, avait interdit la vente d'eau en sachet et a instruit les bourgmestres des communes de la ville-province pour le respect strict de cette interdiction. Les raisons qui ont soutenu cette interdiction sont notamment la qualité non assurée de cette eau et l'insalubrité occasionnée par ces emballages à travers la ville.

Un semblant de respect

Cette interdiction a concerné la fabrication et la vente de cette eau qui s'était imposée à Kinshasa ainsi que dans d'autres provinces du pays. Pour faire respecter ces mesures, les services de l'Hôtel de ville ont effectué des descentes sur le terrain en vue de la fermeture des usines de fabrication de cette eau. Sur place, le constat était amer. La majorité de ces usines ne répondaient pas aux normes de salubrité exigées pour les industries alimentaires, exposant ainsi des éventuels consommateurs à des maladies. Sur ces prémisses, la décision a été prise de fermer carrément toutes ces usines. Au niveau de chaque commune, les bourgmestres ont usé des mêmes procédures en vue de faire respecter la décision de l'autorité urbaine. Et dans les rues, les vendeurs d'eau en sachet ont été traqués et leurs produits détruits. Cette chasse les a conduits à s'éclipser, alors que beaucoup ont tout simplement abandonné ce commerce, d'au-



Un vendeur d'eau en sachet en plein centre-ville

tres ont multiplié des astuces en vue de n'être identifiés que par des connaisseurs et initiés. Les sachets d'eau n'étaient plus transportés dans des sacs transparents, ils ont été remplacés par des gibecières opaques. Cette situation a été favorable à

l'eau en bouteille, qui se vend, par ailleurs cinq ou dix fois plus chère que les deux tendances d'eau en sachet : celle dont l'emballage est fermée d'une manière semi-industrielle, vendue à cent francs congolais, et celle empaquetée à la maison des particuliers et qui

se vend à cinquante francs congolais. En ce moment, même les éléments de la police, qui ont eu des consignes pour faire respecter cette décision semblent se lasser. L'eau en sachet se vend sous leur barbe, sans qu'ils bronchent.

Lucien Dianzenza

PARTENARIAT

La Banque mondiale évalue le projet Parrsa

L'équipe a relevé un faible niveau de communication du projet caractérisé par l'absence d'un plan de communication et un retard important dans le développement du système de gestion de l'information.

Au cours d'une réunion de restitution organisée le 19 février à la maison de France, l'équipe de la Banque mondiale qui est revenue notamment de l'Équateur et du Pool Malebo à Kinshasa a également relevé plusieurs autres contraintes. Il s'agit non seulement de la faiblesse du suivi et évaluation même si il existe un manuel et des instruments bien élaborés; l'insuffisance des synergies entre les infrastructures réalisées et la production agricole, le manque de professionnalisation de la production de semences améliorées; mais aussi le mauvais état des routes nationales et provinciales qui limite la pertinence des routes de desserte agricole réhabilitées et la faible coordination sur le terrain entre les organisations à assises communautaires (OAC).

Pour pallier ces contraintes, la Banque mondiale a formulé plusieurs recommandations. Cette équipe a recommandé de parachever le recrutement d'un spécialiste en communication et mettre en place un plan de communication du projet, de renforcer l'organisation de la collecte et du traitement des données, leur analyse et le rapportage au niveau des districts et de l'UNCP, de concentrer l'intervention des OAC en priorité autour des axes

des infrastructures réhabilitées construites (routes, marchés et entrepôts) pour une meilleure synergie et une adéquation entre micro-projets et productions agricoles.

Aussi propose-t-il de professionnaliser le corps des opérateurs de la filière semencière par la formation, le renforcement du contrôle de qualité, les équipements post-récolte, d'externaliser la production des semences de base sous la supervision de l'INERA, avec l'implication des agri-multiplicateurs identifiés et sélectionnés à l'issue de l'évaluation du corps des opérateurs (en particulier pour le manioc), et d'accélérer la mise en œuvre du programme de réhabilitation des routes nationales et provinciales par le gouvernement. L'équipe recommande également de corriger les insuffisances environnementales et sociales constatées, particulièrement en ce qui concerne les travaux d'infrastructures. Le secrétaire général au développement rural, Abel Kalam-bayi wa Kabongo, qui a supervisé cette réunion, a invité l'assistance à formuler des propositions concrètes qui permettront au projet d'atteindre les objectifs qu'on lui a assignés, tout en soulignant que le gouvernement attend beaucoup de ce projet qui touche plus de 100.000 ménages. Pour rappel, le projet d'appui à la réhabilitation et à la relance du secteur agricole (Parrsa) a bénéficié d'un appui de la Banque mondiale dont le coût est évalué à 120 millions de dollars américains.

Gypsie Oïssa Tambwe

9^e SYMPOSIUM AFRICAIN

Fiabilité des données pour un développement durable et inclusif

Le lien entre les statistiques de l'état civil et la bonne gouvernance serait au centre du processus de développement de ce continent.

Placé sur le thème : "Promotion de l'utilisation des systèmes d'enregistrement et de statistiques d'état civil pour soutenir la bonne gouvernance en Afrique", le neuvième symposium africain pour le développement de la statistique a ouvert ses portes le 17 février à Gaborone, capitale du Botswana.

Cette rencontre africaine, qui souligne l'importance de disposer des données fiables, fait suite à un appel récemment lancé par le Groupe de haut niveau des Nations unies sur le programme de développement post 2015, selon lequel la statistique a ouvert ses portes le 17 février à Gaborone, capitale du Botswana. Cette rencontre africaine, qui souligne l'importance de disposer des données fiables, fait suite à un appel récemment lancé par le Groupe de haut niveau des Nations unies sur le programme de développement post 2015, selon lequel la statistique a ouvert ses portes le 17 février à Gaborone, capitale du Botswana.

Elle devra déboucher sur une déclaration précisant l'engagement des bureaux d'état civil et des services nationaux de statistique dans l'accélération des efforts visant à réformer la gestion et le fonctionnement des systèmes

d'enregistrement et des statistiques d'état civil, afin de promouvoir la bonne gouvernance sur le continent. Il devra également y ressortir l'adoption de stratégies nationales pour mettre en œuvre les processus les plus efficaces qui permettent d'adopter des systèmes d'enregistrement et de statistiques d'état civil dans les plus brefs délais; un échéancier pour procéder, dans les pays, au développement de systèmes d'enregistrement et de statistiques d'état civil nationaux qui soient conformes aux déclarations de la 2e conférence des ministres des systèmes d'enregistrement et de statistiques d'état civil et enfin une déclaration portant sur l'inclusion d'autres domaines statistiques pour la période courant jusqu'en 2063.

Le directeur du Département de la statistique de la Banque africaine de développement (BAD), Charles Lufumpa, estime que le thème du symposium survient à un moment où la plupart des pays africains appliquent des stratégies de développement à moyen terme qui se fondent sur des statistiques de qualité pour orienter le processus. « *La voie de ce développement requiert une "révolution des données", capable d'ap-*

puyer le programme post-2015, ce qui met en relief la nécessité de disposer de données de base désagrégées, qui permettent de suivre les références, les cibles et les impacts du développement », ajoute-t-il. Ces cibles et impacts, à en croire les experts, sont mesurables seulement si l'on dispose de données fiables au départ, où figurent les naissances, décès, mariages et autres statistiques cruciales régulièrement mises à jour.

La problématique de l'identité étant étroitement liée aux droits de l'homme : le droit à la protection, à l'éducation et à l'emploi; le droit à la propriété, à la migration et au mariage et le droit de vote. Organisé conjointement par la BAD, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, la Commission de l'UA, l'instance sud-africaine "Statistics South Africa" et le gouvernement du Botswana, cette rencontre de cinq jours réunit environ 450 participants représentant des bureaux de la statistique et d'état civil africains, des institutions panafricaines, des économistes, chercheurs, statisticiens, analystes et des partenaires du développement venus de toute l'Afrique.

G;O.T.

LUTTE CONTRE LA POLIOMYÉLITE

Le Rotary se réengage en Afrique et en Asie

Le réseau mondial des décideurs solidaires a annoncé une allocation de près de 36 millions de dollars pour soutenir les activités de vaccination et de recherches menées par l'Initiative mondiale pour l'éradication de la maladie.

Le nouvel engagement financier du Rotary permettra à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite de se concentrer sur les trois derniers pays endémiques, à savoir l'Afghanistan, le Nigeria et le Pakistan. L'objectif est d'éradiquer cette maladie contagieuse et invalidante d'ici à 2018. Cette subvention est répartie de la manière suivante : 6,8 millions de dollars pour l'Afghanistan, 7,7 millions pour le Nigeria et 926.000 dollars pour le Pakistan, rapporte l'Organisation internationale de la presse. Pour répondre aux épidémies survenues au début 2013, lesquelles épidémies ont touché plus de deux cents enfants, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) utilisera 2,73 millions de dollars pour soutenir les activités de vaccination dans la Corne de l'Afrique. Sept autres pays vont aussi bénéficier des fonds du Rotary pour lutter contre la poliomyélite. Il s'agit de Burkina Faso (2,1 millions de dollars), le Cameroun (3,4 millions), la RDC (3,9 millions), le Niger (2,3 millions), la Somalie (1,3 million), le Sud-Soudan (2,6 millions) et le Soudan (1,2 million).

Pour rappel, le Rotary a déjà alloué 500.000 dollars à la réponse d'urgence contre l'épidémie ayant frappé la Syrie en fin 2013, alors que ce pays n'avait pas été touché par cette maladie depuis 1999. D'octobre 2013 au 31 janvier 2014, 23 cas de poliomyélite y ont été confirmés et tous sont liés à la souche pakistanaise du virus.

Ayant lancé son programme PolioPlus depuis 1985, le Rotary est devenu en 1988 l'un des fers de lance de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, avec l'OMS, l'Unicef et le Centre américain pour le contrôle et la prévention des maladies. Cet engagement a eu comme résultat : diminution de plus de 99% des cas de poliomyélite.

Réseau mondial de 1,2 million de décideurs solidaires, le Rotary met ses compétences au service des causes humanitaires les plus pressantes. Il est présent dans deux cents pays et territoires à travers le monde. Les Rotariens qui aident les familles défavorisées travaillent avec détermination pour améliorer le quotidien dans leur ville et à l'étranger.

Gypsie Oïssa Tambwe

JUDO

La COC tente de réconcilier des tendances opposées à la Fénacoju

Le judo de la RDC est en proie à un conflit entre l'actuelle équipe dirigeante de la Fédération nationale congolaise de judo (Fénacoju) dirigée par Francis Bimwala et une frange importante des pratiquants de la discipline. Et le COC s'emploie depuis un certain temps à ce que les parties fument le calumet de la paix.

Le Comité olympique congolais (COC) a institué une commission ad hoc présidée par le membre Roger Bondembe Bobo -qui est aussi vice-président à la Fédération congolaise de football association (Fécifa), afin de tenter de réconcilier des tendances en conflit depuis un bon laps de temps au sein de la Fénacoju. L'instance est dirigée par le président Francis Bimwala. L'on apprend que la commission ad hoc du COC tient sa quatrième et dernière réunion ce 21 février au siège du comité situé dans la commune de Limete.

Après trois séances de travail avec les parties concernées, a fait part Roger Bondembe, la commission a constaté l'absence manifeste du comité sortant dirigé par Francis Bimwala. Aussi a-t-il adressé la convocation aux deux parties pour participer à cette dernière réunion de manière à se parler et à arriver à



Des judokas en plein combat

une solution pacifique. Pour sa part, le doyen des judokas, M^e Abibo, a appelé au calme et à l'apaisement afin que la commission ad hoc aille jusqu'au bout de sa mission. L'on s'acheminerait en fait vers la mise en place d'un comité dirigeant provisoire avec l'objectif d'organiser l'assemblée générale extraordinaire électorale dans les délais requis.

Notons qu'un conflit ouvert existe au sein du judo congolais depuis plusieurs mois. Une frange impor-

tante de la discipline réclame la démission du président Francis Bimwala qu'elle accuse de mauvaise gestion de la fédération de cet art martial d'origine japonaise. Cette crise est à l'origine de la baisse de régime de la pratique du judo aussi bien dans le pays. Cette tentative de réconciliation du Comité olympique congolais intervient après l'organisation à Goma au Nord-Kivu de la 20^e édition de la Coupe du Congo de judo.

Martin Enyimo

VIE DES CLUB

DCMP réengage l'entraîneur Lazar Milosevic

Le coach Lazard Milosevic va tenter une deuxième aventure avec le Daring Club Motema Pembe (DCMP), au terme d'un accord entre lui et le staff dirigeant des Immaculés de Kinshasa conduit actuellement par Vidier Tshimanga.

Arrivé dans la capitale le 16 février, il était déjà à l'entraînement du club le 17 février au terrain de Saint Kaggwa dans la commune de Kintambo. Et c'est aussi là qu'il y a eu une longue réunion entre lui et l'ancien entraîneur, Médard Lusadis, qui devient le directeur technique du DCMP. Ensuite, le technicien franco-serbe a suivi l'entraînement l'après-midi du lundi; on y a aperçu le préparateur physique Freddy Atunga.

Lazar Milosevic revient au DCMP dans un moment difficile. Le club fait d'abord face à des querelles intestines qui se répercutent insidieusement sur la prestation des joueurs sur le terrain. Il y a un conflit ouvert entre Vidier Tshimanga qui fait actuellement office de président de coordination intérimaire et Max Mayaka, président de coordination élu, mais suspendu par le secrétaire élu du club avec l'appui du collège des administrateurs. Et aujourd'hui, l'un des administrateurs, le pasteur Pascal Mukuna qui soutenait Vidier Tshimanga lui a retiré sa confiance. Quant à l'équipe, elle occupe ac-



L'entraîneur Lazar Milosevic et Vidier Tshimanga président de coordination intérimaire du DCMP

tuellement la quatrième place du groupe B de la Division 1 avec douze points. En huit matchs disputés, DCMP en a remporté quatre et perdu quatre aussi, avec la toute dernière défaite subie face à Lubumbashi Sport au stade Frédéric Kibassa Maliba de Lubumbashi par zéro but à un. Et Lazar Milosevic va prendre l'équipe à un moment fatidique, car DCMP affronte le 23 février son rival de toujours, l'AS V.Club dans le cadre de la 10^e journée de la Division 1. Il a donc la mission de stopper la série des mauvais résultats accumulés par le club depuis le championnat. L'on se souvient que Lazar Milose-

vic est venue pour la première fois au pays en novembre 2010, engagé à la tête du staff technique du Daring Club Motema Pembe par l'ancien président de la section football des Immaculés, Paul Kasembe. Mais celui-ci a été très combattu et même poussé à quitter la direction de l'équipe. Et Lazar Milosevic avait aussi plié bagages pour se retrouver chez Saint-Eloi Lupopo de Lubumbashi. Mais il a finalement choisi de retourner en France car les conditions de travail exigées n'étaient plus remplies par Lupopo en 2012. Le voilà donc au sein du DCMP.

M.E.

JUSTICE

Le Norvégien Joshua French condamné à la prison à vie

Le tribunal militaire de garnison de Kinshasa/Gombe l'a reconnu coupable du meurtre de son compatriote, Tjostov Moland.

Le tribunal militaire de garnison de Kinshasa/Gombe a condamné, le 19 février, le Norvégien Joshua French à la prison à vie. Il lui est reproché le meurtre de son compatriote, Tjostov Moland. L'avocat de Joshua French, M^e Mwila Kayembe, a dénoncé sur les ondes de la radio onusienne un procès qui n'a pas été équitable. Ce juriste a reproché au tribunal d'« avoir accepté certaines pièces obtenues en violation des principes d'un procès équitable ». Me Mwila Kayembe a également indiqué que le tribunal n'a pas pu établir l'imputabilité des faits infractionnels sur la personne de son client, Joshua French.

Tout au long du procès, en effet, l'avocat a soutenu que la victime, Tjostov Moland, s'était suicidé. Selon lui, son client, l'accusé Joshua French n'avait aucune raison de tuer celui qui était

alors son meilleur ami. Cet avocat, qui conseille à son client d'aller en appel, dit être à sa disposition s'il optait pour cette résolution. Avant cette sentence, note-t-on, Joshua French était déjà condamné à la peine capitale. Avec son compatriote Tjostov Moland, il avait été reconnu coupable du meurtre d'un chauffeur congolais en 2009 à Bunia.

Les deux prisonniers avaient été transférés à la prison de Ndolo en 2011 pour y purger leur peine où Tjostov Moland a été retrouvé mort, le 18 août, dans la cellule qu'il partageait avec son coaccusé. Avant ce verdict, des ONG des droits de l'homme établies en RDC ont lancé un plaidoyer en vue d'obtenir la grâce présidentielle sinon de permettre ce Norvégien d'aller purger sa peine dans son pays. Sans entrer dans l'aspect juridique du problème, ces organisations ont notamment dénoncé les conditions de détention des prisons et centres de détention de la RDC. Par ailleurs, ces ONG ont également brandi un document dans lequel la famille de la victime Tjostov Moland soutiendrait que cette dernière n'avait pas été tuée par son coaccusé et compagnon de cellule. Il y a également eu un autre document qui émanerait de la famille du chauffeur dont la mort a été attribuée à ces deux Norvégiens, qui a dit avoir pardonné à ces accusés, en sollicitant la grâce présidentielle en leur faveur.

Lucien Dianzenza



Joshua French

INTERVIEW

Monica Mukuna : "Le projet Virunga permet aux jeunes créatifs de trouver un marché"

Classé parmi les quinze produits les plus consommés à Kinshasa, l'Internet a connu une vraie percée ces dernières années. Ce franc succès recueilli notamment auprès des hommes âgés entre 12 et 34 ans a entraîné à son tour une montée des activités économiques d'un type assez nouveau. Monica Mukuna, une congolaise de la diaspora qui nous a permis cet entretien, a trouvé un moyen gratuit de faire accéder les jeunes désireux de monter un petit business à un vaste marché hétéroclite.

Les Dépêches de Brazzaville : Présentez-nous le projet Virunga ?

Monica Mukuna : Virunga est composé d'un web site, et bientôt d'une radio. Pour le web site, il y a un côté commercial et un autre culturel. Nous voulons promouvoir le petit commerce chez les jeunes, et ceux qui recherchent la visibilité. Nous leur offrons la possibilité de promouvoir leur petit business, nous les aidons à se faire vendre gratuitement. Les utilisateurs doivent juste placer une photo du produit sur le web site, avec toutes les coordonnées pour les contacts. Nous leur donnons un point de marketing gratuit. Pour nous, nous gagnons à travers la publicité. Les grandes compagnies payeront pour ce projet. Entre-temps, nous donnons aux jeunes entrepreneurs un cadre d'offre et de demande des produits nouveaux ou d'occasion, notamment les sculptures, les vélos, les animaux domestiques, les livres, etc. Tout sera disponible sur www.virunga.com.



Monica Mukuna

LDB: Est-ce que le projet a intéressé certaines entreprises ?

MM: Pour dire vrai, ce projet ne concerne pas directement les entreprises. Nous visons la personne individuellement. Au Congo, les gens ne font pas suffisamment de marketing pour un petit business. Pour eux, c'est l'apanage des grandes compagnies. Maintenant, ils peuvent continuer leur business avec une photo et une adresse. Je cible surtout les jeunes. Le fait d'être étudiant ou élève ne doit pas empêcher les jeunes du Kasai, du Bandundu et d'ailleurs de se mettre en valeur, grâce à ce web site gratuit. Au-delà de la partie commerciale, il y

a aussi un magazine mensuel "Kinabiso" qui amène le peuple congolais à s'interroger sur son histoire, son art, sa musique, sa cuisine et tant d'autres domaines.

LDB: Virunga fonctionne-t-il juste comme une plate-forme ?

MM: Oui, une plate-forme et carrefour de vente et achat. Le produit reste en ligne pendant deux semaines. Après, il faut refaire la même opération. Nous ne tenons pas compte de la valeur du produit.

LDB: Est-ce que votre cible a un profil particulier ?

MM: Pour moi, je serai contente si j'arrivais à pousser les jeunes dans leur ensemble à adopter ce projet.

À l'Académie des beaux-arts, il y a des jeunes qui ont l'esprit créatif mais ne savent pas où exposer leur créativité. C'est l'occasion unique de trouver un marché.

LDB: Avez-vous une organisation ?

MM: Notre bureau est le site en question. Dans deux mois, nous espérons ouvrir la radio qui sera animée également par les jeunes. Les collégiens et universitaires vont animer les émissions à la radio, sous l'encadrement des professionnels. Nous exploiterons leur esprit créatif. Il y a tellement de sujets à aborder avec les spécialistes, notamment les psychologues, les gynécologues, etc. Les jeunes pourront directement poser leurs questions. Au lieu de rêver d'Europe, ils peuvent produire quelque chose sur place.

LDB: Est-ce que la qualité relative de l'Internet, en attendant la fibre optique, ne sera-t-elle pas un handicap ?

MM: J'espère que non. Il y a tellement d'opérateurs des télécommunications au Congo. Il leur revient de promouvoir le secteur. Nous, nous nous contenterons juste de notre activité. Il appartient aux jeunes de trouver un fournisseur d'Internet plus rapide et plus efficace.

LDB: Quels seront les indicateurs qui vous permettront d'évaluer le succès du projet ?

MM: Mon indicateur principal sera le taux de participation. Mon but est de faire adhérer le plus de jeunes aux défis de développement du pays, car ils ont

un rôle important à jouer.

LDB: Combien de personnes allez-vous employer ?

MM: Pour le web site, il y a trois ou quatre personnes dont les designers, les techniciens, et l'équipe qui a travaillé avec Kinabiso. À la radio, nous allons employer plus de personnes. L'objectif est même d'arriver à des échanges entre jeunes de différents coins du pays. J'ai deux filles, de 11 et 13 ans. Elles voient plus les grandes personnes divisées par le tribalisme. Nous voulons faire comprendre aux jeunes que la diversité culturelle congolaise est un atout. Cet échange va permettre de connaître les forces et faiblesses de chaque culture, mais surtout les solutions pour rectifier les choses et bâtir un futur meilleur.

LDB: Le web site et le magazine Kinabiso sont deux projets distincts ?

MM: Le magazine fait partie du web site. Il y a une page culturelle qui est dédiée au magazine.

LDB: Quelles sont les difficultés pour monter un tel projet ?

MM: La grande question est la manière d'atteindre tout le monde dans un aussi grand pays. Le projet ne s'arrête pas à Kinshasa. Les jeunes de toutes les provinces doivent savoir que Virunga est pour eux. Il y a un blog s'ils veulent faire des commentaires. Le challenge est à venir.

LDB: La grande aventure commence quand ?

MM: Fin février.

Laurent Essolomwa

FOCUS SUR

pleins projecteurs sur la Tshangu

Seuls les jeunes talents du district le plus étendu et le plus rural de Kinshasa sont concernés par l'appel à candidature du K-Mu Théâtre en prévision de la grande première de l'événement que devrait abriter le stade municipal de Masina les 12 et 13 avril.

La mise en route du projet « Focus sur... » c'est pour bientôt. Les dates sont déjà connues, seuls les artistes restent à choisir. Aussi, pour son rendez-vous initial, la Compagnie K-Mu Théâtre (Kinois en mutation) s'adresse-t-elle aux jeunes talents de sa circonscription. Le panel d'artistes qui devrait animer la grande première d'avril devrait absolument appartenir aux communes de Kimbanseke, Maluku, Masina, N'Djili et N'Sele.

Le K-Mu Théâtre ouvre un large champ à plusieurs disciplines artistiques. L'appel s'adresse donc à tout jeune artiste ou groupe d'expression classique ou populaire. Il s'agit dès lors notamment de « musiciens, DJ, peintres contemporains et populaires, bédéistes et cinéastes ». Il est à noter que « les jeunes entrepreneurs, dans n'importe quel domaine, pourvu qu'ils soient dotés

d'un esprit d'entrepreneuriat et de créativité » sont également encouragés à postuler.

En sa qualité de Centre de recherches et de création artistique, le K-Mu Théâtre se donne ainsi le devoir de promouvoir tous ceux qui n'ont jusque-là joui d'aucune visibilité. Le message est clair et sans équivoque : « Vous n'avez encore rien réalisé dans votre carrière, vous vivez dans les cités de la Tshangu et vous voulez être découverts, inscrivez-vous ». Il y a lieu de le faire de deux manières. L'on peut choisir de se présenter physiquement au siège du centre au 4, Avenue Sona Mpangu/Quartier 2/ Commune de N'Djili avec comme point de référence l'Université Révérend Kim qui borde le Boulevard Kimbuta situé, lui, à 200m du Boulevard Lumumba. mais il serait tout aussi indiqué d'envoyer un courriel à la suivante adresse électronique:

infos.focussur@gmail.com ou, pour des informations supplémentaires juste adresser un texto au +243 89 55 80 106. L'appel à candidature lancé depuis le 15 février court jusqu'au jeudi 27 février. Les ar-

tistes intéressés sont priés de se hâter car « l'organisation n'a besoin que de cent groupes ou artistes pour chaque discipline précitée », signale Toto Kisaku, le directeur artistique du K-Mu Théâtre. Par ailleurs, fait-il savoir, dès le lendemain est prévue une rencontre avec tous les présélectionnés, soit le 28 février en matinée, plus précisément à 09h30'. La condition primordiale d'inscription, c'est d'habiter la Tshangu, natif ou non, il suffirait donc d'être un résident du district. Il faudrait « se munir d'une petite présentation (groupe ou artiste) accompagné d'une fiche technique ». Et, dans le cas des groupes de musique, l'effectif repris sur ladite fiche « ne devrait pas dépasser dix personnes ». Quant aux bédéistes et peintres, il leur est demandé de joindre juste « quelques exemplaires de leurs travaux »; les cinéastes présenteront soit « un scénario, soit ou un film déjà réalisé ».

La date limite est prévue pour le jeudi 27 février 2014, rencontre avec tous les artistes le vendredi 28 février à 09h30'

Nioni Masela

MOEURS

La fréquentation des mineurs dans les hôtels prohibée

Le général Célestin Kanyama tient à faire renouer la capitale avec les valeurs morales fondatrices d'une société digne de ce nom.

La ville de Kinshasa doit retrouver ses valeurs et combattre les antivaleurs qui y ont élu domicile. Les abus perpétrés le 14 février lors de la fête de la Saint-Valentin ont amené l'autorité provinciale de la police/ville de Kinshasa à sévir. Au cours d'une réunion tenue le lendemain, l'inspecteur provincial de la ville de Kinshasa, le général Célestin Kanyama a tapé du poing sur la table après un échange avec les propriétaires des hôtels. Ces derniers ont été invités à redoubler de vigilance pour éviter que leurs cadres ne soient transformés en haut lieu du vice et de la licence.

Il a martelé sur le fait que les mineurs ne sont pas tenus à fréquenter ces lieux à des heures tardives. L'identité des clients devrait dorénavant être examinée de fond en comble pour éviter des cas de pédophilie et autres qui ont gravement terni l'image des hôtels et auberges transformés en maisons de passe. Le général Célestin Kanyama a invité les responsables d'hôtels de la capitale à collaborer étroitement avec la police pour faire échec aux abus sexuels qui s'y commettent souvent en période de fête. Une décision qui a été saluée par le commun des Kinois au regard de l'exacerbation de la prostitution qui paraît avoir pris des proportions inquiétantes dans la ville. Certains demandent même à l'autorité policière d'aller plus loin en traquant toutes les jeunes filles qui arborent des tenues malséantes à la limite de la décence. La morale publique devra être sauvegardée. Tel est le leitmotiv du général Célestin Kanyama qui tient à renouer avec les valeurs morales fondatrices de toute société digne de ce nom.

Alain Diasso

CHAMPIONNAT D'ÉLITE

Une rentrée réussie pour V.-Club Mokanda

L'équipe de Pointe-Noire réussit à faire son entrée en championnat d'élite, après avoir battu le Club Athlétique Renaissance Aiglon (Cara) de Brazzaville, le 19 février au stade Municipal, sur un score écriqué d'un but à zéro.

V.-Club Mokanda a déjoué les pronostics mercredi à Pointe-Noire en s'imposant face à Cara, 1-0. Ce but de la tête est intervenu à la 80^e minute, par l'entremise de Ndariba alors que la fatigue se faisait déjà ressentir du côté des Ponté-

ngrins qui viennent de faire leur montée en division d'honneur cette saison et qui n'ont bénéficié que de deux semaines de préparation.

En effet, après 45 premières minutes stériles entre les deux équipes, malgré les occasions non concrétisées de part et d'autre, les attaquants des deux camps se sont montrés encore plus imprécis en deuxième période. Le dénouement du match est intervenu à 10 minutes de la fin grâce à la

chaleur du public content de renouer avec la prestigieuse compétition nationale. Ndariba reprenait d'une tête accrochée un ballon venant de la gauche vers la droite et envoi le cuir au font du filet.

Réponse du berger à la bergère, les Aiglons secoués par ce but, réagissaient cinq minutes plus tard grâce à une belle frappe de Kaka repoussée par le portier de V.-Club, Gaël Yayo, et reprise par Junior Epako (le frère aîné de Bel-Ange Epako, décédé l'année dernière), en embuscade dans la surface de réparation, qui va propulser le ballon dans les buts. Malheureusement ce but ne sera pas accordé par l'arbitre central pour une position de hors jeu évidente. Le score est resté inchangé jusqu'à la fin de la partie, 1-0.

Notons que le public a fait le déplacement du stade avec l'idée de voir Cara rééditer l'exploit de son match de qualification en seizième-de-finale de la CAF contre Malakia du Sud-Soudan, 4-1. Mais, une autre équipe était au rendez-vous. La majorité des joueurs qui ont qualifié l'équipe n'était pas sur la feuille de match alors que Cara devrait marquer les points dès maintenant pour mieux se positionner au niveau du championnat et bien se préparer pour son prochain match CAF le, 2 mars face à l'Étoile sportive du Sahel. Cara s'explique sur les raisons de



L'entraîneur de V.-Club, Augustin Tchoupo, donne les consignes à ses joueurs avant le match "crédit photo adiac" au vert d'une semaine dans le village de le Sara. Nous n'avons eu que deux semaines de préparation dans les jambes. J'adresse mes remerciements à tous les joueurs qui ont respecté à la lettre les consignes, ce qui a fait que Cara n'a pas trouvé de solution jusqu'à la fin.

sa défaite

À la fin de la rencontre, Raoul Shungu, l'entraîneur des Aiglons a évoqué un problème administratif qui ne lui a pas permis d'aligner l'équipe type. « L'équipe qui a joué aujourd'hui ce n'est pas l'équipe de base de Cara. Nous avons encore un problème administratif, les joueurs qui ont joué aujourd'hui sont les réservistes », a-t-il indiqué avant de reconnaître toutefois que V.-Club est une bonne équipe qui à l'avenir pour elle mais où il y a encore beaucoup de déchets techniques.

De son côté, l'entraîneur de V.-Club, le Camerounais Augustin Tchoupo, s'est félicité de ses joueurs qui ont respecté les consignes. « Je dédie cette victoire aux dirigeants de l'équipe qui nous ont permis de faire une mise

En deuxième journée, V.-Club fera le déplacement de Brazzaville où il affrontera JST le 22 février alors que Cara en découvrira avec Saint-Michel de Ouenzé, le 24 février au stade Alphonse-Masamba-Débat.

Charlem Léa Legnoki

REMERCIEMENTS

Hervé Brice Mampouya, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Majep Obama, les enfants Majep et famille

remercient parents, amis et connaissances qui leur ont apporté l'assistance multiforme, suite au décès de leur épouse, maman et belle fille, Thérèse Ngombi-Nombo «Maman Thétée », épouse de



Majep Obama. Décès survenu le 2 février 2014 à Pointe-Noire. L'inhumation a eu lieu le 10 février au cimetière de Loubou. La dernière veillée a été organisée le 16 février dernier, au domicile familial, 19, rue Marcellin Mandassou, quartier Eloi, CQ 402. Que tous trouvent ici, l'expression de notre profonde reconnaissance.

NATIONAL GROUP

Centre de formation professionnelle pour les chauffeurs de transport en commun

Située à Tchimbamba dans le 1^{er} arrondissement Emery Patrice Lumumba de Pointe-Noire, la société National Group est l'unique structure existant au Congo en matière de formation des chauffeurs évoluant dans le transport en commun. Le 18 février, elle a reçu la visite de la délégation du ministère des transports terrestres conduite par Magloire Ehoula, directeur des transports urbains et terrestres à la direction générale des transports terrestres en présence d'Aimé Ngouele, directeur de la stratégie et de politique intermodale à la direction générale des transports terrestres ainsi que de Jean Ingamba, directeur départemental des transports terrestres du département de Pointe-Noire.

La formation dispensée par le centre de formation National Group, concerne les chauffeurs détenteurs d'un per-

mis supérieur de catégorie B et D pour la profession de chauffeur de taxi, bus et d'autocar. Elle est dispensée pour améliorer leur habileté au volant, la qualité de leurs prestations, mais va surtout leur permettre de devenir des chauffeurs professionnels.

Dorénavant, seuls les chauffeurs professionnels titulaires d'un certificat de capacité professionnelle (CCP) seront autorisés à exercer le métier de chauffeur de taxi, de bus et d'autocar en République du Congo. Le centre National Group ainsi créé va aider les chauffeurs à mieux gérer leurs réflexes à travers des formations bien ciblées telles que : la formation sur la conduite défensive et préventive, la maîtrise des risques routiers, etc.

Permettre aux conducteurs congolais d'être plus responsa-



bles au volant afin de réduire le taux des accidents en République du Congo constitue l'un des objectifs assignés à National Group. Ce centre se doit de créer une vision nouvelle au métier de chauffeur de taxi, de bus et d'autocar mais aussi de préparer les chauffeurs à relever tous les défis de leur profession grâce à une formation solide, dispensée par les professionnels en la matière à travers des enseignements magistraux étayés des cours pratiques afin de s'imprégner de la réalité du terrain.

Devant ses hôtes, Jean Pierre Claver Malonga, directeur dudit centre a démontré l'importance de cette structure qui vise à faciliter le recyclage des chauffeurs tout en leur apprenant les nouvelles techniques de la conduite automobile en vue de l'obtention d'un certificat de capacité professionnelle « Nous allons former des chauffeurs afin de leur permettre d'être plus responsables sur la route, et notre objectif est qu'à la sortie de cette formation qu'ils soient sereins dans leur métier », a-t-il dit.

Au Congo, le taxi, le bus et l'autocar constituent un maillon important de la chaîne de transports.

Les chauffeurs censés conduire ces moyens roulants constamment mobiles sur la chaussée ont besoin d'une formation adéquate. C'est pourquoi, en partenariat avec le ministère de transports terrestres, le centre de formation National Group a été créé pour former les chauffeurs professionnels.



LOI DE FINANCES 2014

Les entreprises informées sur les nouvelles mesures fiscales

L'initiative de ces échanges est partie du cabinet EY Congo (ex-Ernst & Young). Au menu des débats, les principales incidences de la loi de finances 2014 pour les entreprises.

Cette loi, promulguée en décembre 2013, prévoit, entre autres, l'élargissement de l'assiette fiscale, la diversification des recettes budgétaires hors pétrole, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, et l'attraction des investisseurs privés.

Devant plus d'une centaine de participants, Ludovic Ngatsé, Crespim Simedo Pereira, Clément Rebière, Pierre-Alix Thiongho et David Loemba ont tour à tour présenté les différentes mesures introduites dans la loi et leurs incidences éventuelles dans la vie des entreprises.

« Les entreprises devront contribuer davantage notamment avec l'élargissement de l'assiette et la réforme de la patente ; a contrario, les particuliers verront une baisse de la pression fiscale consécutive à celle du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et paieront moins ; en effet, le changement des bornes des tranches d'imposition aboutira à la hausse du revenu net des particuliers, notamment des revenus moyens », a expliqué Ludovic Ngatsé, associé et directeur de l'audit en ouverture

de la séance.

Crespim Simedo Pereira, associé, directeur juridique et fiscal du cabinet EY et principal animateur de la conférence, a ensuite exposé les points majeurs de cette loi, à savoir : la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés qui passent de 33 à 30%, la promotion du mécénat d'entreprise, de sport et de solidarité sociale. En effet, les sommes versées dans le cadre du mécénat sportif sont déductibles à hauteur de 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes. Les dons et versements consentis lors des calamités naturelles de catastrophes accidentelles sont déductibles à hauteur de 50%.

Les autres points majeurs concernent l'extension du champ d'application de l'imposition des plus-values ; la modification des règles d'exigibilité de la retenue à la source sur l'impôt sur les sociétés forfaitaire applicable principalement à la sous-traitance pétrolière ; les nouvelles obligations déclaratives pour les sociétés pétrolières ; le changement et la baisse du barème de l'IRPP. Les salariés qui ont des revenus moyens verront leurs revenus nets augmentés.

Les autres mesures importantes de la loi fiscale 2014 concernent les nouvelles obligations en matière de contrôle fiscal, la refonte de la taxe spéciale sur les contrats

d'assurance, l'obligation d'enregistrement des titres et cessions de créances détenues sur l'État, l'extension de l'exonération de la taxe sur les transferts de fonds, l'extension de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières aux sociétés de droit congolais, le changement de l'exigibilité de la TVA pour le compte des prestataires étrangers. Crespim Simedo Pereira a indiqué que d'autres points concernent l'institution d'un régime fiscal des zones économiques spéciales et zones industrielles, la taxation des boissons sucrées et la baisse de la taxe sur le tabac, l'institution d'une nouvelle taxe d'occupation des locaux...

Au cours de cette matinée d'échanges, les innovations introduites dans la loi de finances ont fait l'objet d'une analyse approfondie pour édifier les nombreuses entreprises et leurs représentants qui, dans un esprit participatif, n'ont pas hésité à interroger les conférenciers sur les points obscurs et non explicites. Le cabinet EY se livre à cet exercice depuis six ans pour aider les autorités fiscales à communiquer sur la loi de finances, mais aussi les opérateurs économiques à en saisir les principaux enjeux.

« Ce n'est pas une simple présentation linéaire de la loi que nous faisons. Nous avons une équipe étoffée et hautement compétente en droit et fiscalité, qui est chargée d'analyser toutes les mesures fiscales votées pour en ressortir les principales incidences puis en apprécier l'impact financier pour les entreprises et les contribuables afin de leur permettre d'anticiper et d'être proactifs », a renchéri Crespim Simedo Pereira. Et d'ajouter : « Toute réforme nécessite une phase d'expérimentation. Le rôle d'EY, en tant que cabinet leader, est d'accompagner à la fois les administrations, les autorités fiscales et les opérateurs économiques pour identifier les problématiques éventuelles qui pourront se poser à travers ces réformes. »

Ernst & Young, devenu EY depuis juillet 2013, est un cabinet leader global en assurance (audit), fiscalité et droit, transactions financières et services de conseil en management.

Hervé Brice Mampouya

COOPÉRATION CONGO-ITALIE

Le porte-avions italien le Cavour en escale à Pointe-Noire

Ce gigantesque appareil du 30^e groupe naval de la marine militaire italienne a accosté ce 20 février au port autonome de Pointe-Noire avec son important équipage dirigé par le vice amiral Paolo Treu, commandant de ce groupe Naval. Il a été accueilli par le capitaine de vaisseau Charles Oyoko et l'ambassadeur d'Italie au Congo, Nicolo Tassoni Estense.



Le porte-avions italien le Cavour

Cette visite du 30^e groupe naval composé du porte-avions « Cavour » (vaisseau amiral), du pétrolier Ravitailleur « Etna » et de la frégate « Bergamini » s'achèvera le 24 février. Le groupe quittera le port de Pointe-Noire le 25 février. L'escale sur la côte congolaise entre dans le cadre de la coopération inter armée Italie - Congo et intègre la campagne navale de circumnavigation de l'Afrique intitulée « Le système-pays Italien en mouvement » que le groupe a entamé en janvier dernier au Kenya. Cette visite, axée sur des actions humanitaires, est une occasion pour les marines congolaise et italienne d'améliorer leurs relations et favoriser l'échange d'expérience et de connaissances à travers les activités retenues : opérations militaires et humanitaires, diplomatie navale, opérations de sécurité maritime, promotion des entreprises.

Sur ce dernier point, une visite de l'exposition intitulée « Made in Italy » à bord du porte-avions Cavour a eu lieu juste après la réception de Paolo Treu et la revue des troupes par ce dernier.

Pour ce qui concerne l'assistance humanitaire, plusieurs activités se dérouleront à bord du pétrolier ravitailleur Etna assurées par la fondation Francesca RAVA (organisation à but non lucratif) avec des infirmières volontaires de la Croix rouge italienne et du Croissant rouge. Il est aussi prévu des remises des dons dans certains orphelinats de la place.

En vue de renforcer les relations

bilatérales entre le Congo et l'Italie et de mieux comprendre la situation de la sous région, Paolo Treu est allé présenter ces civilités à Alexandre Honoré Paka, préfet de la ville, en compagnie de Nicolo Tassoni Estense qui s'est dit fier du fait que Pointe-Noire soit l'objet de l'escale du porte-avions Cavour (équipé d'un des plus puissants système de propulsion conventionnelle au monde, soit 88.000 kw, pouvant embarquer vingt avions et hélicoptères) fleuron de la technologie de défense de son pays. « C'est pour la première fois qu'un groupe naval entier, qu'un porte-avions touche le port de Pointe-Noire et c'est pour la première fois que la marine militaire visite ce port. C'est trois grandes nouveautés en un », a-t-il indiqué.

Pour le préfet de Pointe-Noire, cette visite du groupe à Pointe-Noire est une manifestation des bons rapports qui existent entre le Congo et l'Italie.

Nicolo Tassoni Estense a ensuite été reçu par les autorités militaires. Une conférence de presse est prévue ce 21 février à bord du porte-avions Cavour.

Outre Pointe-Noire, le porte-avions Cavour a déjà fait escale dans d'autres ports d'Afrique comme : Mombassa (Kenya), Maputo (Mozambique), Le Cap (Afrique du sud) et Luanda (Angola). Après le Congo, il poursuivra sa campagne au Nigéria, au Ghana, au Sénégal, au Maroc et en Algérie.

Lucie Prisca Condhet

Crespim Simedo Pereira évoque la refonte du code général des impôts

« Certes, les efforts accomplis sont louables, nous encourageons à davantage d'audace car le Congo, à l'instar des autres pays de l'espace africain francophone, devrait entamer la refonte du Code général des impôts. En effet, on risque d'avoir une superposition de plusieurs textes fiscaux avec tous les réaménagements, au demeurant, significatifs qui ont été apportés au cours de ces dernières années. Nous pensons que l'heure est venue pour le Congo de se doter d'un arsenal juridico-fiscal moderne par l'adoption d'un Code général des impôts codifiant tous les autres textes qui ont des incidences fiscales pour les insérer dans un code unique qui s'appellera le Code général des impôts codifié, avec l'ensemble des mesures fiscales applicables au Congo. Cette réforme parachèvera la volonté de simplification fiscale des autorités et contribuera à propulser le Congo au premier rang des pays dotés d'un dispositif fiscal incitatif, notamment à l'investissement privé étranger. »

MOTS FLÉCHÉS N°015

JEUX EN LIGNE SUR rcl-jeux.com

DANSE ESPAGNOLE CHOISIRAI	DÉSERT SABLEUX AUX BELLES COULEURS	ELLE A UN CÔTÉ USANT TI DE FRANCE	DÉVOUEMENT SORTE DE ROUGET IL SERRE CE QU'IL TIENT	FRILEUX FOYER DE CHEMINÉE	ON Y MET LA CLÉ C'EST NATUREL	CHEVILLES DE GOLF
AIDE À LA VENTE PETITE INDUSTRIE		ABIMÉ COURS NON SUIVIS				
ON Y SUSPEND DE LA VIANDE UN TROYEN			CAPITALE DU PRUNEAU IMPLORE LE CIEL		MŒURS DIMINUER LA FORCE	
LAC EN ÉCOSSE	AVANT UNE EXPLICATION BLOQUA		INCOMMOOA	INSTRUMENT DE MUSIQUE D'ASIE CENTRALE		ÉCLATES
		EN CELLEUX APPAREILS DE CUISSON PORTATIFS		ORGANISATION SYNDICALE EN VIOLET		QUI A PERDU UN ÊTRE CHER
DANSE VENTILE LA PIÈCE DONNANT DU PARFUM			INACTIVE CANDEUR			
		ENTRE NORD ET OUEST PAS À MOI		ACCUEILLIS EN FAMILLE		
C'EST PUERIL DE DIRE CELA DEUX À ROME		IL VEILLE SUR LE PETIT ÉCRAN CHROME		REPLET FROMAGES BLANCS EN SUISSE		EN FORME D'ŒUF
MÈRE D'ISAAC DÉBIT DE BOISSONS	ON S'Y ASSIED BEAUX PARLEURS		BRILLANT OU CHANCEUX	RADIO D'OUTRE-MER CAPITAINE DE VERNE		ESTUAIRE BRETON
PARFUM MÈTRE, TONNE, SECONDE		RÂPER	ÉQUIPE ANGLAISE	FLÂNE	IDEST	
		ASTROP CHAUD		CRIS DU STADE		

SUDOKU N°015

>FACILE

9	6					2		
	5		8	6		4	3	
				5	4	1		9
		5	9	8	7	3		
3								8
		7	3	4	5	6		
4		9	5	2				
	6	2		3	1			5
	7					2		6

>MOYEN

			1	8				
	1	2				6		5
	8		6		4	2		3
	7	4		3				9
		1				8		
2				1		4	5	
6	9	8		7			4	
1	8					7	6	
				6	1			

>DIFFICILE

		9	7			6		
				4			1	7
	7				6		5	3
				7	2	4		
7								5
		3	1	9				
3	6		4					2
9	2			5				
		4			7	1		

MOTS CROISÉS N°015

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

>HORIZONTALEMENT 1. Un habitué des emplois de bouche-trous. - 2. Ville du Nebraska ou plage du Calvados. La montbéliarde s'y fait envoyer paître. - 3. Possessif. Meryl, actrice de *Out of Africa*. - 4. Jaillit. Relative au raisin. - 5. Autour d'elle, c'était Byzance. Hamac aux Antilles. - 6. Particule noble. Il découvrit le lac Victoria. - 7. Roulée dans la farine. Quatre à Rome. Il n'a pas inventé la poudre. - 8. Initiales pieuses. Élément de trousseau. Interjection. - 9. État du Brésil. Frais bancaire. - 10. Frère de Jacob. Particule infectieuse des bovins.

>VERTICALEMENT A. On la reçoit dans la plus stricte intimité. - B. Victimes de Cupidon. - C. Panier de crabes. Cours du Nord. - D. Thorium. Divisions d'un âge. Pas encore passé au four. - E. Milice secrète. Se servit de la cire. - F. Passé sous silence. Femme fatale. - G. Port de Norvège. Douceur de la Bretagne. - H. Propres à une partie de l'intestin. Corps étranger. - I. Nommé successivement. Rivière traversant Cincinnati ou État de Columbus. - J. La couturière précède la générale.

MOTS À MOTS N°015

Mélanger les lettres des deux mots pour en trouver un troisième.

- ① RUE + MOT = M | | | | |
- ② ETE + EMU = | | | E | | |
- ③ GUE + BIO = | | | | | |

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°014

A	M	A	G	F	L						
A	B	S	O	R	D	E	R	A	R	E	C
A	T	T	E	R	R	I	B	S	A	G	E
E	T	R	E	C	I	R	A	C	I	E	R
T	I	T	I	A	R	B	I	T	R	A	
N	E	E	P	S	I	O	C	S	M		
M	C	I	T	E	T	U	S	I			
L	E	C	H	E	E	C	E	L	A	I	S
N	I	N	T	E	R	E	C	O	T		
S	T	R	A	T	E	G	I	E	R	U	E
U	N	S	R	A	P	P	E	L			
P	R	I	T	B	E	N	I	E	E	L	
U	N	I	M	E	N	T	S	P	U		
O	S	E	F	E	N	E	S	A	I	S	
S	A	N	N	E	A	U	E	O	H		
S	E	A	N	T	E	S	A	R	D	U	

SUDOKU N°014

2	8	5	6	9	1	4	7	3
4	9	1	7	8	3	5	2	6
3	7	6	2	4	5	8	1	9
1	5	9	4	6	7	3	8	2
8	4	2	1	3	9	7	6	5
6	3	7	5	2	8	9	4	1
9	6	8	3	1	4	2	5	7
5	1	4	9	7	2	6	3	8
7	2	3	8	5	6	1	9	4

1	7	3	8	6	2	4	5	9
5	9	8	1	7	4	6	2	3
2	6	4	3	5	9	8	7	1
7	3	9	4	1	5	2	6	8
6	4	1	2	8	3	5	9	7
8	5	2	7	9	6	3	1	4
3	2	5	9	4	7	1	8	6
9	1	6	5	3	8	7	4	2
4	8	7	6	2	1	9	3	5

MOTS CROISÉS N°014

P	H	I	L	A	T	E	L	I	E
L	E	G	A	L	E	M	E	N	T
A	M	O	N	R	A	S	T	A	
N	A	R	S	F	I	T	F	M	
E	T	O	A	L	E	N	E		
T	I	T	U	S	L	S	D		
A	E	R	E	C	E	A	N		
I	E	N	T	E	R	I	N	E	
R	U	M	E	U	R	S	T	E	
E	T	A	T	S	U	E	E	S	

5	9	8	3	2	7	4	6	1
4	6	7	8	1	5	3	2	9
2	3	1	4	9	6	5	7	8
9	1	2	6	3	8	7	5	4
6	7	3	5	4	9	8	1	2
8	5	4	2	7	1	9	3	6
3	4	6	9	5	2	1	8	7
1	8	5	7	6	4	2	9	3
7	2	9	1	8	3	6	4	5

MOTS À MOTS N°014

1/ DÉCOUPE - 2/ ÉCHOUER - 3/ MÉCHOUL

COMMÉMORATION

Une compétition de nzango et de football en mémoire du général Blaise Adoua

Le coup d'envoi du tournoi sera donné le 22 février. Les rencontres se disputeront chaque week-end, et les finales se joueront le 14 avril, jour de la disparition du général Adoua.

Le match d'ouverture de la première édition du challenge Blaise Adoua opposera Abo-Sport à l'équipe de la Gendarmerie. Les deux formations sont logées dans le groupe A avec Onemo, AS Moufouma et Espoir de Makélékélé. Lors du match d'ouverture, Abo-Sport évoluera dans ses propres installations. Ce sont uniquement les rencontres prévues le 22 février qui s'y joueront. Puisque la compétition se poursuivra à l'esplanade du stade Alphonse-Massamba-Débat, au stade Ornano et au Square De Gaulle pour le reste des journées. Dans le groupe B, par ailleurs, la DGAFE, Les Gentils, Océan du Nord, Papa Roma et Zig Zag en découdront.

Dans cette formule de deux groupes, seules les deux premières équipes de chaque poule se qualifieront directement pour les demi-finales. Les quarts de finale ne sont donc pas à l'ordre du jour. C'est ce qui est prévu par le règlement lorsque les équipes engagées dans la compétition ne sont groupées qu'en deux poules. La première phase de la compétition est immédiatement éliminatoire.

En guise d'avertissement, le pré-

sident de l'association « Les amis de Blaise Adoua », Clint Bisseyou, a souligné que les joueuses qui seront alignées doivent disposer de leurs badges, l'équivalent des licences dans d'autres disciplines sportives. Le but, selon lui, est d'éviter la tricherie. Dans les compétitions de nzango, en effet, il n'est pas rare de voir une équipe s'offrir les services d'une ou des joueuses non qualifiées au départ. Cette pratique est monnaie courante quand les équipes sont en ballotage défavorable. Ce qui ne sera pas le cas pour la première édition du challenge Blaise Adoua.

Les footballeurs seront également de la partie. Huit équipes sont engagées dans la compétition. Seulement, les matchs de football débiteront le 29 février au stade Marchand, tout comme les finales des deux disciplines retenues pour cette compétition. « *L'organisation de ce tournoi de nzango et de football est une manière pour nous de célébrer les 365 jours de la disparition de notre président d'honneur, le général Blaise Adoua. Il fut l'un des grands mécènes du sport dans notre pays* », a déclaré Clint Bisseyou tout en demandant aux personnes de bonne volonté de ne pas hésiter « *à mettre la main à la pâte pour la réussite de cette activité* ».

Rominique Nerplat Makaya

HANDBALL

L'Étoile du Congo sera dotée d'un gymnase moderne

Les travaux de ce complexe sportif, dont la capacité sera de 700 places assises, dureront dix-huit mois, selon le représentant de la société Monte-Cristo, Jacques Ngakala. Une maquette du futur ensemble a été présentée le 19 février.

L'Étoile du Congo handball s'entraîne pour le moment sur le sable à Saint-Denis à Mpila. Le club et la société Monte-Cristo ont trouvé un terrain d'entente pour la construction d'un gymnase moderne pour l'Étoile du Congo. Un contrat gagnant-gagnant puisque sur ce site, la société prévoit de construire deux centres commerciaux de 2000 m² chacun, l'un au rez-de-chaussée et un autre à l'étage. Cette société s'engage en contrepartie à supporter toutes les charges liées à la construction d'un stade de handball au troisième niveau. Le coût de l'opération n'a pas été dévoilé. Mais ce gymnase dont les gradins seront construits en béton, comprendra deux vestiaires de 40 m² pour l'un et 50 m² pour l'autre, tous deux disposant de trois douches et d'un WC. Le complexe sera doté d'un palier à l'arrivée de l'escalier à l'entrée principale, d'une aire de circulation et de toilettes publiques avec quatre WC. Sont également prévus une salle de stockage de 20 m², une grande salle avec point d'eau de 37 m² et un escalier de secours à l'arrière. Le quatrième niveau sera réservé à l'administration et sera équipé de deux dortoirs, l'un de 90 m² et l'autre de 64 m² avec douche et WC, d'une salle de réunion de 70 m² et d'un bureau exécutif. « *Pour la viabilisation des niveaux trois et quatre nous aurons une fosse scep-*

tique indépendante et des tableaux de connexion électrique de la SNDE; l'abonnement sera à la charge de l'Étoile du Congo », a expliqué Jacques Ngakala, le représentant de la société.

Ce projet soulage les joueurs et les dirigeants de l'Étoile du Congo dont

ville et en 1994 à Cotonou au Bénin. Elle a gagné la super coupe d'Afrique en 1995. L'Étoile du Congo a eu pour entraîneurs Jean Pierre Biyola, Casimir Molongo, Franck Itoua Letsotso, Auguste Etsala et feu Ngapoula. Elle a donné des joueuses exceptionnelles en



La maquette du stade (Photo Adiac)

l'équipe n'arrivait plus à s'entraîner sur son terrain en période de pluie. « *Nous remercions le directeur du stade Alphonse-Massamba-Débat qui a bien voulu nous autoriser à pratiquer nos séances d'entraînement sur ce stade. Cependant vous ne pouvez pas vous imaginer le coût de transport de nos athlètes dans ce stade* », a indiqué William Bantoud, le secrétaire général de la section handball. C'est inimaginable pour ce grand club qui a tout gagné en matière de handball. La section féminine de l'Étoile du Congo, rappelons-le, a été quatre fois championne d'Afrique notamment en 1985 au Maroc, en 1986 à Libreville au Gabon, en 1990 à Brazza-

ville et en 1994 à Cotonou au Bénin. Elle a gagné la super coupe d'Afrique en 1995. L'Étoile du Congo a eu pour entraîneurs Jean Pierre Biyola, Casimir Molongo, Franck Itoua Letsotso, Auguste Etsala et feu Ngapoula. Elle a donné des joueuses exceptionnelles en

équipe nationale, notamment Solange Koulenka, Gisèle Gassy, Linda Noumazalaye, Eugénie Atipo, Annie Akiera, Micheline Okemba, Marie Moussoki, Clarisse Opondzo, Yvonne Makouala... « *Les supporters et sympathisants de l'Étoile du Congo saluent et louent cette bonne initiative. Ils tiennent à formuler toutes leurs félicitations aux dirigeants qui, par le biais de ce complexe sportif, engagent notre club vers la modernité et surtout au rang des grands clubs* », s'est félicité Ludovic Abbia, le président de la commission juridique chargée du suivi du dossier de ce terrain, désormais propriété de l'Étoile du Congo.

James Golden Eloué

BRIN D'HISTOIRE

Le musée Mâ Loango de Diosso

Le musée Mâ Loango est situé à Diosso, et non à Loango. Il est blotti au milieu d'une abondante végétation de cocotiers, de manguiers et de palmiers, et sa proximité avec les gorges de Diosso, dans une synergie à développer, devrait en faire un lieu très fréquenté. Les gorges de Diosso sont d'immenses cirques d'effondrement ouverts sur la mer. Le fond des gorges est couvert de forêts d'où émergent des rochers ruiniformes violacés, curieusement érodés. La vue plongeante sur ces rochers et sur la mer est tout à fait remarquable. Diosso est situé à vingt-trois kilomètres de Pointe-Noire. Le musée Mâ Loango perpétue le souvenir du royaume Loango.

Le Loango a formé pendant des siècles un important royaume côtier, tributaire de celui du Kongo, qui englobait l'embouchure du fleuve, signalé dès le XVI^e siècle par Duarte-Lopez et décrit vers 1604 par Andrew Battel. Le royaume Loango, qui domina l'intérieur aux XVII^e et XVIII^e siècles, avait à sa tête un roi divin, le Mâ Loango, que personne de sa cour ne

pouvait voir boire ou manger, et auprès de qui le rôle de bouffon était tenu par des Noirs albinos. La sœur du roi avait une place éminente, et quatre de ses fils gouvernaient les quatre provinces du royaume, l'aîné étant l'héritier. Cette pratique matriarcale était répandue dans tout le Bassin du Congo.

C'est de Loango que partait la route des caravanes, nom donné à la piste pour piétons, de tracé et de parcours difficiles surtout à la saison des pluies, qui seule reliait la côte à Brazzaville et alimentait tous les postes échelonnés jusqu'aux confins du Soudan. Voilà pour l'histoire du royaume Loango. Le musée Mâ Loango est installé dans l'ancien palais royal, construit en 1952, à Diosso, pour Moë Poaty III, qui l'a occupé de 1954 à sa mort, le 3 mai 1975. Ce bâtiment abrite depuis le 10 avril 1982 le musée Mâ Loango. À la diligence du président, Denis Sassou-N'Guesso, un nouveau palais est en construction pour loger l'actuel Mâ Loango, Moë Makosso IV, intronisé en 2009.

Gageons, avec l'installation prochaine du Mâ Loango dans sa proximité immédiate, que le musée Mâ Loango ne sera plus ce no man's land qu'il est aujourd'hui. Témoins d'un pan de la civilisation congolaise, les objets exposés témoignent de la vitalité de ce royaume. Le musée fait revivre des fragments de notre civilisation à travers les objets exposés. Ils laissent deviner la vie quotidienne de leurs utilisateurs. Les cinq livres d'or du musée montrent que de nombreuses personnes l'ont visité. Cela n'empêche pas de déplorer le caractère quasi confidentiel de son existence et son équipement sommaire.

Il est fortement dommage, contrairement à d'autres pays, que le Congo n'ait pu, ni su mettre en exergue ses lieux de mémoire. Gorée, au Sénégal, promu au rang de patrimoine, draine des millions de visiteurs du monde entier. Ce site contribue à la visibilité du pays, en plus des devises qu'il rapporte à l'État sénégalais. Loango, la piste des caravanes, Mbé peuvent constituer un circuit touristique, à l'indéniable cohérence historique, si on

s'en donne le mal et les moyens.

Au-delà du cas spécifique du musée Mâ Loango, c'est la question de la connaissance de l'histoire de notre pays et de son enseignement qui se pose. C'est dommage à dire et à rappeler : le Congolais ne connaît pas son histoire. Il suffit, à cet égard, de regarder le contenu des enseignements d'histoire pour s'en convaincre. L'absence de contenus historiques dans nos médias – presse écrite, radios et télévisions – est navrante. Si d'aventure un programme s'y risque, c'est sur le mode de l'allégorie et il sombre rapidement dans le cliché en raison d'une absence évidente de maîtrise du sujet. De ce point de vue, la tâche est ardue. En attendant, Congolaises et Congolais de passage à Pointe-Noire, il est bon d'aller au musée Mâ Loango se ressourcer à travers une visite guidée par son conservateur, infatigable et passionné, Joseph Kimfoko-Madougou qui maintient la flamme allumée d'une partie de notre civilisation.

Mfumu